

# Nano Plore

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 30 juin 2022 et 2021





## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de NanoXplore Inc.

---

### Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de NanoXplore Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 30 juin 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

### Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 30 juin 2022 et 2021;
- les états consolidés du résultat net et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

---

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1700, Québec (Québec) Canada G1V 5C2  
Tél. : +1 418 522-7001, Téléc. : +1 418 522-5663



## Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2022. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

### Question clé de l'audit

#### Évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles acquises dans le cadre du regroupement d'entreprises de Canuck Compounders Inc. (« Canuck »)

*Voir la note 2, Résumé des principales méthodes comptables, et la note 4, Regroupement d'entreprises, dans les états financiers consolidés.*

Le 15 décembre 2021, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Canuck pour une contrepartie totale de 9 158 408 \$.

La direction a comptabilisé cette transaction comme un regroupement d'entreprises en utilisant la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur respective à la date d'acquisition. La juste valeur des actifs acquis comprenait 2 820 720 \$ en immobilisations corporelles et 3 900 000 \$ en immobilisations incorporelles.

La direction a exercé une part importante de jugement dans l'estimation de la juste valeur des immobilisations corporelles et de l'immobilisation incorporelle acquises dans le cadre du regroupement d'entreprises de Canuck.

### Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Lire le contrat d'achat;
- Tester, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, la façon dont la direction détermine la juste valeur des immobilisations corporelles acquises en se fondant sur un échantillon, en effectuant ce qui suit :
  - Évaluer le caractère approprié de la méthode du CA utilisée pour l'évaluation;
  - Vérifier l'exactitude mathématique des calculs qui sous-tendent les estimations de la juste valeur;
  - Évaluer le caractère raisonnable du coût de remplacement à l'état neuf ou du coût de reproduction à l'état neuf, selon le cas utilisé pour l'évaluation, en les comparant aux devis obtenus auprès de fabricants d'équipement indépendants;
  - Évaluer le caractère raisonnable des provisions pour obsolescence utilisées pour l'évaluation en tenant compte des facteurs pouvant entraîner une obsolescence physique, économique et fonctionnelle et en effectuant une analyse corroborative, le cas échéant.



### Question clé de l'audit

### Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Pour estimer la juste valeur des immobilisations corporelles acquises, la direction a principalement utilisé la méthode du coût amorti (« CA »). Les principales hypothèses utilisées par la direction pour estimer la juste valeur des immobilisations corporelles acquises comprennent le coût de remplacement à l'état neuf ou le coût de reproduction à l'état neuf, selon le cas, ainsi que les provisions pour obsolescence.

Pour estimer la juste valeur de l'immobilisation incorporelle acquise, la direction a utilisé la méthode des bénéficiaires excédentaires multipériodes (« BEM »). Les principales hypothèses utilisées par la direction pour estimer la juste valeur de l'immobilisation incorporelle acquise comprennent le taux de croissance des revenus et la marge du BAIIA.

Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison de la part importante de jugement exercé par la direction dans l'estimation de la juste valeur des immobilisations corporelles et de l'immobilisation incorporelle acquises, y compris lors de la formulation d'hypothèses importantes. Il en découle un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans l'exécution des procédures et l'évaluation des éléments probants relatifs aux hypothèses importantes utilisées par la direction. De plus, les travaux d'audit ont nécessité le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation.

- Tester, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, la façon dont la direction détermine la juste valeur de l'immobilisation incorporelle acquise, en effectuant ce qui suit :
  - Évaluer le caractère approprié de la méthode des BEM utilisée pour l'évaluation;
  - Tester les données sous-jacentes utilisées pour l'évaluation;
  - Vérifier l'exactitude mathématique des calculs qui sous-tendent les estimations de la juste valeur;
  - Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses utilisées pour l'analyse, telles que le taux de croissance des revenus et la marge du BAIIA, en les comparant aux données historiques de Canuck.



---

## **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

---

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.



---

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;



- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

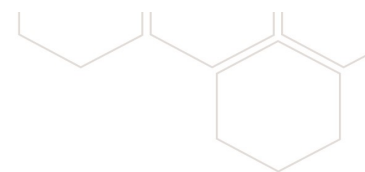
L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est François Berthiaume.

**/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>**

Québec (Québec)  
Le 14 septembre 2022

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A125971



## États consolidés de la situation financière

Aux 30 juin (En dollars canadiens)	2022 \$	2021 \$
<b>Actif</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 232 068	50 524 583
Créances et actifs sur contrat [Note 5, 12]	21 077 868	12 733 190
Stocks [Note 6]	17 507 812	11 036 407
Charges payées d'avance et autres actifs	1 132 896	616 964
	<b>90 950 644</b>	<b>74 911 144</b>
Immeubles détenus en vue de la vente [Note 9]	—	2 424 351
	<b>90 950 644</b>	<b>77 335 495</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Dépôts de location	182 792	58 044
Dépôts sur équipement	—	291 077
Participation dans une coentreprise [Note 7]	4 238 774	3 983 059
Actifs au titre de droits d'utilisation [Note 8a]	8 381 031	4 885 169
Immobilisations corporelles [Note 8b]	54 329 195	54 934 470
Immobilisations incorporelles [Note 10a]	7 256 340	3 354 446
Goodwill [Note 10b]	1 919 673	460 164
<b>Total de l'actif</b>	<b>167 258 449</b>	<b>145 301 924</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts bancaires [Note 13]	4 648 900	1 343 300
Fournisseurs et charges à payer [Note 11]	17 029 869	15 229 027
Passifs sur contrat [Note 12]	536 060	1 740 789
Partie courante des obligations locatives [Note 13]	2 490 911	1 625 541
Partie courante de la dette à long terme [Note 13]	3 168 932	3 497 174
	<b>27 874 672</b>	<b>23 435 831</b>
Dette à long terme liée à des immeubles détenus en vue de la vente [Note 9]	—	1 035 431
	<b>27 874 672</b>	<b>24 471 262</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Solde du prix d'achat d'acquisition d'entreprises [Note 4a]	956 014	—
Passifs au titre des prestations déterminées [Note 14]	296 817	811 316
Obligations locatives [Note 13]	12 742 004	7 949 206
Dette à long terme [Note 13]	6 281 882	8 155 266
Passif d'impôt différé [Note 17]	1 575 665	927 952
<b>Total du passif</b>	<b>49 727 054</b>	<b>42 315 002</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions [Note 15a]	169 354 272	140 067 376
Réserves [Note 15b]	4 185 185	3 880 555
Montant cumulé des écarts de change	12 070	88 173
Déficit	(56 020 132)	(41 049 182)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>117 531 395</b>	<b>102 986 922</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>167 258 449</b>	<b>145 301 924</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 22 – Événement postérieur à la date de clôture

Approuvé au nom du conseil d'administration

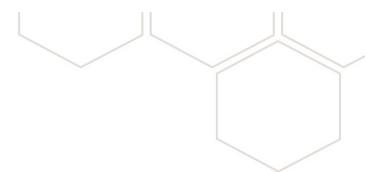
**Soroush Nazarpour**

Soroush Nazarpour

**Benoit Gascon**

Benoit Gascon



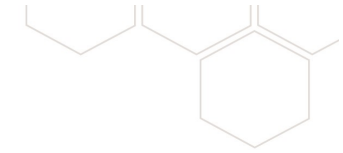


## États consolidés du résultat net et du résultat global

Exercices clos les 30 juin (En dollars canadiens)	2022 \$	2021 \$
<b>Revenus</b>		
Revenus de client [Note 16]	92 333 826	66 654 634
Autres revenus [Note 16]	1 973 333	5 693 768
	<b>94 307 159</b>	<b>72 348 402</b>
<b>Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation</b>		
Coût des marchandises vendues [Note 16]	82 955 562	59 026 089
Frais de recherche et développement [Note 16]	3 578 722	3 550 253
Frais généraux, de vente et d'administration [Note 16]	16 398 562	14 047 368
Rémunération fondée sur des actions	698 885	673 415
Amortissement des immobilisations corporelles (production)	5 273 039	4 225 957
Amortissement des immobilisations corporelles (autres)	1 341 725	1 431 549
Amortissement des immobilisations incorporelles	761 298	548 687
Écart de change	233 503	91 942
	<b>111 241 296</b>	<b>83 595 260</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(16 934 137)</b>	<b>(11 246 858)</b>
Profit (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	1 923 352	(271 671)
Perte sur l'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts liés aux immeubles détenus en vue de la vente [Note 9]	—	(734 994)
Profit sur une acquisition à des conditions avantageuses [Note 4b]	—	1 125 450
Intérêts sur emprunts bancaires, dette à long terme et débentures convertibles	(608 960)	(1 382 151)
Intérêts sur obligations locatives	(610 885)	(501 981)
Revenus d'intérêts	458 244	234 341
Quote-part de la perte de la coentreprise [Note 7]	(744 285)	(52 941)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(16 516 671)</b>	<b>(12 830 805)</b>
Impôts sur le résultat exigibles	(40 540)	(33 730)
Impôts sur le résultat différés	1 016 617	1 056 874
	<b>976 077</b>	<b>1 023 144</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(15 540 594)</b>	<b>(11 807 661)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<i>Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net :</i>		
Écart de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(76 103)	29 668
<i>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net :</i>		
Avantages de retraite – gains actuariels, montant net [Note 14]	569 644	515 082
<b>Résultat global</b>	<b>(15 047 053)</b>	<b>(11 262 911)</b>
<b>Résultat par action</b>		
De base et dilué	(0,10)	(0,08)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base et dilué)	160 559 612	148 056 067

Compte tenu de la perte nette constatée pour les exercices, les options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet anti-dilutif.

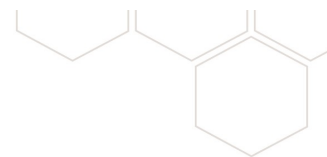
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



### États consolidés des variations des capitaux propres

(En dollars canadiens)	Nombre d'actions ordinaires	Capital-actions \$	Réserves \$	Débitures convertibles - Options \$	Montant cumulé des écarts de change \$	Déficit \$	Capitaux propres \$
<b>Solde au 30 juin 2020</b>	140 226 610	84 837 145	3 588 215	2 240 000	58 505	(29 756 603)	60 967 262
Résultat net	—	—	—	—	—	(11 807 661)	(11 807 661)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	29 668	515 082	544 750
Résultat global	—	—	—	—	29 668	(11 292 579)	(11 262 911)
Émission d'actions ordinaires (après les coûts de transaction de 2 617 433 \$) [Note 15a]	11 500 000	43 382 567	—	—	—	—	43 382 567
Exercice d'options d'achat d'actions [Note 15b]	768 667	1 245 976	(381 075)	—	—	—	864 901
Conversion des débiteures convertibles [Note 15a]	5 434 782	10 601 688	—	(2 240 000)	—	—	8 361 688
Rémunération fondée sur des actions	—	—	673 415	—	—	—	673 415
<b>Solde au 30 juin 2021</b>	157 930 059	140 067 376	3 880 555	—	88 173	(41 049 182)	102 986 922
Résultat net	—	—	—	—	—	(15 540 594)	(15 540 594)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(76 103)	569 644	493 541
Résultat global	—	—	—	—	(76 103)	(14 970 950)	(15 047 053)
Émission d'actions ordinaires (après les coûts de transaction de 2 004 968 \$) [Note 15a]	6 522 000	27 996 232	—	—	—	—	27 996 232
Exercice d'options d'achat d'actions [Note 15b]	771 466	1 290 664	(394 255)	—	—	—	896 409
Rémunération fondée sur des actions	—	—	698 885	—	—	—	698 885
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	165 223 525	169 354 272	4 185 185	—	12 070	(56 020 132)	117 531 395

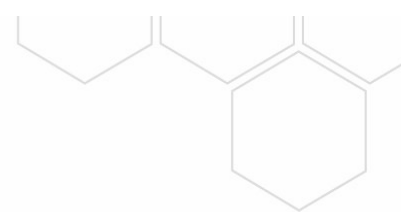
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



### Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 30 juin (En dollars canadiens)	2022 \$	2021 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Résultat net	(15 540 594)	(11 807 661)
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement	7 376 062	6 206 193
Rémunération fondée sur des actions	698 885	673 415
Quote-part de la perte de la coentreprise	744 285	52 941
Intérêts sur obligations locatives	610 885	501 981
Intérêts théoriques sur dette à long terme et débentures convertibles	225 341	252 351
Autres charges financières	26 173	103 529
Impôts sur le résultat différés	(1 016 617)	(1 056 874)
Profit sur une acquisition à des conditions avantageuses	—	(1 125 450)
Perte sur l'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts liés aux immeubles détenus en vue de la vente	—	734 994
Perte (Profit) sur cession d'immobilisations corporelles	(1 923 352)	271 671
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et les charges de la période	52 433	108 429
Variation nette de la juste valeur des dérivés de couverture de change	605 498	(677 376)
Écart de change latent	(274 972)	428 475
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation		
Créances et actifs sur contrat	(4 556 084)	(145 414)
Stocks	(4 085 353)	(2 966 194)
Charges payées d'avance et autres actifs	(442 903)	(68 132)
Fournisseurs et charges à payer	(948 180)	2 182 849
Impôts sur le résultat à payer	(461 315)	(326 882)
Subvention différée	—	(276 342)
Passifs sur contrat	(1 204 773)	798 744
	<b>(20 114 581)</b>	<b>(6 134 753)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires	30 001 200	46 000 000
Coûts de transaction	(2 004 968)	(2 617 433)
Exercice d'options d'achat d'actions	896 409	864 901
Variation des emprunts bancaires	2 955 000	(731 340)
Émission de la dette à long terme	1 539 094	—
Incitatif reçu pour les obligations locatives	1 253 921	—
Remboursement des obligations locatives	(2 878 424)	(2 547 522)
Remboursement de la dette à long terme	(5 215 070)	(2 881 268)
	<b>26 547 162</b>	<b>38 087 338</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation de dépôts de location	(124 748)	—
Acquisition d'entreprises, nette de la trésorerie acquise [Note 4a]	(6 830 534)	(2 303 450)
Remboursement du solde du prix d'achat d'acquisition d'entreprises [Note 4b]	(2 051 304)	—
Participation dans une coentreprise	(1 000 000)	(4 000 000)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(761 072)	(126 119)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 297 613)	(8 816 940)
Cession d'immobilisations corporelles	8 325 052	101 161
	<b>(5 740 219)</b>	<b>(15 145 348)</b>
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>692 362</b>	<b>16 807 237</b>
<b>Effet net des variations de taux de change sur la trésorerie</b>	<b>15 123</b>	<b>(79 340)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>50 524 583</b>	<b>33 796 686</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>51 232 068</b>	<b>50 524 583</b>
Intérêts sur emprunts bancaires, dette à long terme et obligations locatives payés	1 232 524	1 696 921
Impôts sur le résultat payés	38 658	461 080
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et charges à payer	78 806	759 005
Acquisitions d'immobilisations corporelles payées par des dépôts sur équipement	291 077	803 087
Crédit d'impôt à l'investissement comptabilisé en immobilisations corporelles et inclus dans les créances et actifs sur contrat	—	1 000 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



[Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en dollars canadiens]

## 1. NATURE DES ACTIVITÉS

NanoXplore Inc., et ses filiales (collectivement, « NanoXplore » ou la « Société »), est une société de graphène, un manufacturier et un fournisseur de poudre de graphène à haut volume pour usage dans les marchés industriels. La Société fournit également des produits de composite et des produits de plastique enrichis de graphène standards et sur mesure à plusieurs clients dans les domaines du transport, de l'emballage et de l'électronique, ainsi que dans d'autres secteurs industriels. NanoXplore a été constituée par fusion en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* par certificat de fusion daté du 21 septembre 2017 et son siège social est situé au 4500 boulevard Thimens, Montréal (Québec), Canada.

Le 15 juillet 2021, NanoXplore Inc. est passée de la Bourse de croissance TSX de Toronto à la Bourse de Toronto. Les titres de NanoXplore sont toujours négociés sous le symbole « GRA » et également sur l'OTCQX sous le symbole « NNXPF ».

Le 15 décembre 2021, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Canuck Compounders Inc. (« Canuck ») (*Note 4a*).

Les états financiers consolidés de NanoXplore pour les exercices clos les 30 juin 2022 et 2021 ont été revus et approuvés et leur publication a été autorisée par le Conseil d'administration de la Société, le 14 septembre 2022.

### Macroéconomie et problèmes de la chaîne d'approvisionnement

La pandémie de COVID-19 et ses effets collatéraux néfastes sur l'approvisionnement en matériaux et sur la disponibilité de la main-d'œuvre ont continué d'avoir un effet néfaste sur nos activités, nos résultats, nos flux de trésorerie et notre situation financière, ce qui est exacerbé par le récent conflit entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, l'étendue de ces effets ne peut être quantifiée à ce stade. L'ampleur de ces effets dépendra de divers facteurs, notamment de la possibilité de fermetures futures, le potentiel de récession sur les marchés clés en raison de l'effet de la pandémie ou d'autres pandémies, ou d'autres facteurs économiques, et de l'impact qui en résultera sur les clients et les fournisseurs, telles que les augmentations inflationnistes des coûts des salaires, des matériaux, de l'énergie et d'autres coûts, et toute perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Une détérioration importante de l'un ou l'autre de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. La Société s'attend à pouvoir continuer à répondre à la pandémie de COVID-19 et aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement de manière réfléchie, prudente et résolue en mettant l'accent sur la santé et la sécurité, la conservation de la trésorerie et le maintien de sa position de liquidité.

## 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Base de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables utilisées dans la préparation de ses états financiers consolidés conformes aux IFRS, y compris les chiffres comparatifs, à l'exception de ce qui est indiqué à la note 3.

### Base d'évaluation

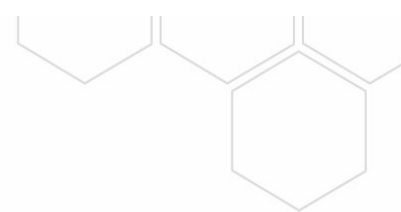
Les présents états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique.

### Base de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Société, ainsi que ceux des entités suivantes :

#### a) Filiales

Les filiales sont des entités dont la Société détient le contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée, ou a droit, à des rendements variables en raison de son engagement dans l'entité et lorsqu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur les activités de celle-ci.



Les filiales sont consolidées entièrement à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et elles continuent d'être consolidées jusqu'à la date à laquelle survient la perte du contrôle.

La Société détient les filiales suivantes :

- NanoXplore Switzerland Holding SA (« NanoXplore Switzerland »), basée en Suisse, avec une participation de 100 % [2021 – 100 %]. NanoXplore Switzerland détient 100 % de CEBO Injections SA (« CEBO »).
- NanoXplore Holdings USA, Inc (« NanoXplore Holdings USA »), basée aux États-Unis, avec une participation de 100 % [2021 – 100%]. NanoXplore Holdings USA détient 100 % de NanoXplore USA, Inc.
- Sigma Industries Inc. (« Sigma »), basée au Canada, avec une participation de 100 % [2021 – 100 %]. Sigma a deux filiales actives entièrement détenues: Faroex Ltd., basée au Manitoba, et René Matériaux Composites Ltée, basée au Québec. René Matériaux Composites Ltée a une filiale active entièrement détenue: RMC Advanced Technologies Inc., basée aux États-Unis.
- Canuck Compounds Inc., basée au Canada, avec une participation de 100 % [2021 – néant].

L'ensemble des opérations, des soldes, des revenus et des charges résultant de transactions intragroupe de la Société sont éliminés. Les profits et pertes résultant de transactions intragroupe comptabilisés à l'actif sont également éliminés au moment de la consolidation.

#### *b) Coentreprise*

Une coentreprise est un accord contractuel par lequel la Société s'engage avec d'autres parties à entreprendre une activité économique soumise à un contrôle conjoint, c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles relatives aux activités de la coentreprise nécessitent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les participations dans des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice (de la perte) des coentreprises est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. La direction examine périodiquement ses coentreprises, pour tout indice de perte de valeur. La Société avait une coentreprise au 30 juin 2022 [2021 – Une].

### **Monnaie étrangère**

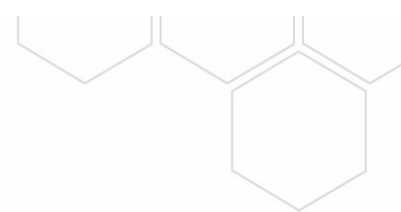
#### *a) Monnaie fonctionnelle et de présentation*

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de NanoXplore est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont comptabilisés dans cette monnaie fonctionnelle. Toutes les filiales utilisent le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle, sauf NanoXplore Switzerland et CEBO, qui utilisent le franc suisse (« CHF ») et RMC Advanced Technologies Inc., NanoXplore Holdings USA et NanoXplore USA Inc. qui utilisent le dollar américain (« \$ US »). Les actifs et les passifs des filiales étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leurs états des résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

#### *b) Transactions et soldes*

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires, ainsi que les revenus et les charges libellés en devises étrangères sont convertis en monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date à laquelle la transaction survient. Les profits ou pertes de change en résultant sont constatés aux états consolidés du résultat net et du résultat global.

Les profits ou pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat net et du résultat global sous le poste « Écart de change ».



## Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la totalité de contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise. La date de l'acquisition est la date à laquelle la Société obtient le contrôle de l'entité acquise, soit généralement la date à laquelle la contrepartie est transférée, et que la Société acquiert les actifs et reprend les passifs de l'entité acquise. Selon la méthode de l'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur respective à la date d'acquisition. Les coûts d'acquisition sont constatés en charges lorsqu'ils sont engagés et inclus dans les frais généraux, de vente et d'administration.

Une entreprise se compose d'intrants, y compris les actifs non courants, et de processus, notamment les processus opérationnels, qui, lorsqu'appliqués aux intrants ont la capacité de créer des extrants qui génèrent un rendement pour la Société et ses actionnaires. Une entreprise comprend également les actifs et les passifs qui n'ont pas nécessairement tous les intrants et processus nécessaires pour produire des extrants, mais qui peuvent être intégrés aux intrants et processus de la Société pour créer des extrants. Quand la Société acquiert un ensemble d'activités ou autres, qui n'ont pas nécessairement d'extrait déterminé, la Société se base sur d'autres facteurs pour déterminer s'il s'agit d'une acquisition d'entreprise. Elle doit notamment se demander si l'ensemble des activités ou des actifs i) ont commencé les activités principales prévues, ii) ont des employés, des droits de propriété intellectuelle et d'autres intrants et processus qui peuvent être utilisés avec ces intrants, iii) suivent un plan pour produire des extrants et iv) pourront accéder à une clientèle qui achètera les extrants. Tous ces facteurs ne doivent pas nécessairement être présents pour qu'un ensemble intégré d'activités soit considéré comme une entreprise.

## Comptabilisations des revenus

Les revenus incluent les revenus liés à la vente de produits fabriqués et aux contrats de fabrication d'outillages ainsi que les autres revenus et sont comptabilisés aux montants prévus dans les contrats de clients. Les revenus liés à la vente de produits fabriqués sont comptabilisés quand les produits sont livrés aux clients, c'est-à-dire au moment où le contrôle du produit est transféré, et quand toutes les obligations envers le client sont remplies, de sorte que ce dernier soit en mesure d'accepter le produit. Les revenus liés aux contrats d'outillage sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux. Des créances sont comptabilisées quand les produits sont livrés ou quand les services sont rendus, puisque c'est uniquement à ce moment que la contrepartie n'est assortie d'aucune condition, seul l'écoulement du temps étant requis avant que le paiement ne soit exigible. La Société ne prévoit pas avoir de contrats pour lesquels la période comprise entre le transfert des produits ou des services et le paiement du client excède un an. En conséquence, la Société n'ajuste pas les prix de transaction pour tenir compte de la valeur temps de l'argent. Les paiements en trésorerie reçus ou les avances exigibles à la suite d'arrangements contractuels sont comptabilisés comme obligations contractuelles jusqu'à ce que les conditions de comptabilisation des revenus aient été remplies.

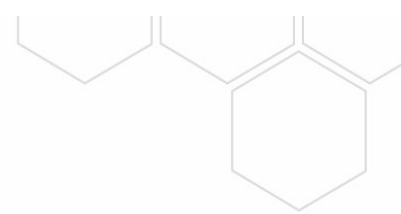
Si la Société a constaté des revenus, mais n'a pas émis de facture, le droit à contrepartie sera constaté à de titre d'actifs sur contrat au poste des créances et actifs sur contrat dans les états consolidés de la situation financière de la Société. L'actif contractuel sera transféré dans les comptes clients à l'émission de la facture, ce qui indique que le droit au paiement n'est plus assorti de conditions. Si des paiements sont reçus ou des factures sont émises à un client, avant la prestation de service, la Société comptabilisera un passif sur contrat, au poste Passifs sur contrat dans les états consolidés de la situation financière de la Société. Le passif sur contrat est transféré dans les revenus une fois que les services connexes sont réputés avoir été rendus.

Les autres revenus incluent principalement ce qui suit :

- Aide financière gouvernementale
- Crédit d'impôt lié à la Recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE »)

## Aide financière gouvernementale et crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental

La Société reçoit périodiquement une aide financière dans le cadre de programmes incitatifs gouvernementaux et grâce au crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental (« RS&DE »). L'aide financière gouvernementale et RS&DE sont comptabilisés initialement comme des subventions différées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les fonds seront reçus, et que la Société répondra à tous les critères associés à l'octroi des fonds. Les revenus sont constatés en tant qu'autres revenus dans les états consolidés du résultat net et du résultat global lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les fonds seront reçus.



## Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts auprès des banques et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins, ou qui peuvent être rachetés à tout moment sans pénalité.

## Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée dans le contrat est libérée, annulée ou expirée.

La Société classe ses instruments financiers parmi les catégories décrites ci-après :

### a) *Actifs financiers au coût amorti*

Les actifs financiers au coût amorti comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie et les comptes clients et autres créances. Les actifs financiers de la Société au coût amorti sont inclus dans les actifs courants en raison de leur nature à court terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement au montant que l'on s'attend à recevoir, diminué, si celui-ci est élevé, d'un escompte afin de ramener les actifs financiers à leur juste valeur. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif diminué d'une provision pour dépréciation. Pour les comptes clients, la Société applique l'approche simplifiée permise par IFRS 9, qui exige que les pertes attendues sur la durée de vie soient comptabilisées à partir de la comptabilisation initiale des créances. La Société suppose qu'il n'y a pas eu d'augmentation importante du risque de crédit pour les instruments à faible risque de crédit.

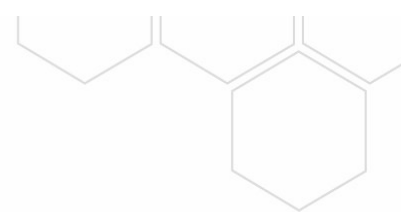
### b) *Passifs financiers au coût amorti*

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts bancaires, les fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme. Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminué, si celui-ci est élevé, d'un escompte afin de ramener les dettes à leur juste valeur. Par la suite, les fournisseurs et charges à payer sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en tant que passifs courants si le paiement est exigible dans les 12 mois. Sinon, ils sont présentés comme des passifs non courants.

### c) *Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net*

Une méthode de comptabilisation précise est requise pour les dérivés désignés comme instruments de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie ou dans un investissement net dans des établissements à l'étranger. Pour pouvoir utiliser la comptabilité de couverture, certaines conditions strictes doivent être remplies par les instruments de couverture soit, une documentation appropriée, la probabilité d'occurrence de la transaction de couverture et l'efficacité de la couverture. Les instruments dérivés utilisés dans la comptabilité de couverture sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont par la suite comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Dans la mesure où la couverture est efficace, les profits ou pertes sur dérivés désignés comme instruments de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie ou dans un investissement net dans des établissements à l'étranger sont comptabilisés au poste Autres éléments du résultat global dans le Montant cumulé des écarts de change. Toute inefficacité de la relation de couverture est constatée immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Au moment où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net, tout profit précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres aux états consolidés du résultat net et présenté comme un ajustement de reclassement dans les autres éléments du résultat global. Cependant, si un actif ou un passif non financier est comptabilisé à la suite de la transaction couverte, les profits et les pertes précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont inclus dans l'évaluation initiale de l'élément couvert. Si une transaction prévue n'est plus attendue ou si l'instrument de couverture devient inefficace, tout profit ou toute perte connexe comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est immédiatement transféré aux états consolidés du résultat net. Tous les autres instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.



La Société n'a pas fourni la documentation requise concernant l'identification, la désignation et l'efficacité des contrats de change à terme conformément à la comptabilité de couverture. Par conséquent, les contrats de change à terme de la Société qui sont utilisés pour couvrir les ventes prévues libellées en devises sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits ou pertes de change sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

### Stocks

Les stocks sont présentés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou celle du premier entré premier sorti, selon la nature des stocks. Les coûts incluent toutes les charges directement attribuables au processus de fabrication ainsi que des tranches appropriées des frais généraux de production associés selon une capacité d'exploitation normale. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts de transaction et les frais de vente associés. Lorsque les circonstances ayant préalablement incité la Société à déprécier les stocks en deçà de leur coût n'existent plus ou lorsqu'une hausse de la valeur de réalisation nette est manifeste, en raison de nouvelles circonstances économiques, le montant de la dépréciation est repris (c.-à-d., la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale) de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur de réalisation nette révisée, selon le moins élevé de ces montants.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée utile de vie estimative de l'actif, compte tenu de toute valeur résiduelle. L'amortissement se détaille comme suit :

Terrain	Non amorti
Bâtiment	20 à 35 ans
Équipements de production	2 à 25 ans
Améliorations locatives	Durée de la location
Matériel de laboratoire, ordinateurs, mobilier de bureau et matériel roulant	2 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, méthodes d'amortissement et durées de vie utile des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin. Une immobilisation est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur ne devrait découler de son utilisation continue. Tout profit ou perte découlant de la cession d'un actif, à savoir la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé en tant que profit ou perte aux états consolidés du résultat net et du résultat global. Lorsqu'une immobilisation est constituée d'un amalgame de composantes importantes ayant des durées de vie utile différentes, les composantes sont comptabilisées séparément sous forme d'immobilisations corporelles distinctes. Les charges engagées pour remplacer une composante d'une immobilisation corporelle qui est comptabilisée séparément, y compris les charges liées aux inspections et aux révisions majeures, sont inscrites à l'actif.

### Immobilisations incorporelles

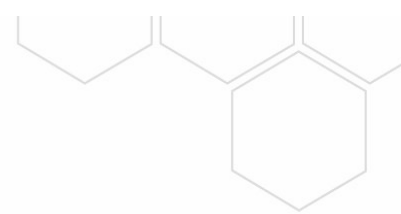
Les immobilisations incorporelles qui sont acquises séparément sont initialement comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à la juste valeur à la date de l'acquisition. À la suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût moins le cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, le cas échéant. La durée de vie utile des immobilisations incorporelles est évaluée comme étant soit déterminée ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon leur durée de vie utile et font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle peut s'être dépréciée. La période d'amortissement et la méthode d'amortissement pour les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée sont revues à chaque date de clôture. Des changements de la durée de vie utile attendue ou de la consommation des avantages économiques futurs de l'actif sont considérés comme des facteurs modifiant la période ou la méthode d'amortissement, le cas échéant, et sont traités comme des changements d'estimations comptables. La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée est constatée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

Les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût et sont amorties en utilisant la méthode et les durées de vie utile suivantes :

Relation client	Linéaire	10 ans
Brevets, licences et logiciels	Linéaire	5 et 10 ans





## Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie d'une acquisition par rapport à la juste valeur estimée des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas assujéti à l'amortissement et sa valeur est présentée au coût moins le cumul des pertes de valeur. Il est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si les circonstances portent à croire qu'une dépréciation doit être constatée.

Aux fins des tests de dépréciation, un goodwill est attribué à chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») qui devrait bénéficier de synergies générées par le regroupement d'entreprises. Les UGT pour lesquelles un goodwill a été attribué sont soumises à des tests de dépréciation annuellement ou plus ou plus fréquemment si les circonstances portent à croire que la valeur comptable ne pourra être recouvrée. Si la valeur la plus élevée entre la juste valeur recouvrable de la juste valeur de l'UGT moins son coût de vente et la valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est attribuée d'abord pour réduire la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité puis aux autres actifs de l'unité au prorata sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une dépréciation pour un goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

## Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation s'il existe une indication que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer s'il y a une dépréciation. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants des autres actifs, la Société estime la valeur recouvrable du groupe d'actifs auquel appartient l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour établir la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle, en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable est alors ramenée à sa valeur recouvrable. La dépréciation est aussitôt comptabilisée à titre d'amortissement additionnel. En cas de reprise ultérieure d'une dépréciation, la valeur comptable est augmentée à l'estimation révisée de la valeur recouvrable, mais uniquement dans la mesure où celle-ci n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée auparavant. Une reprise est comptabilisée en réduction de la charge d'amortissement de la période.

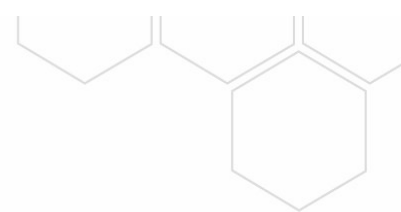
## Actifs non courants détenus en vue de la vente

La Société classe un actif non courant comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par l'intermédiaire d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions d'usage pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable. La valeur de l'actif non courant classé comme détenu en vue de la vente est évaluée au plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La Société présente un actif non courant classé comme détenu en vue de la vente séparément des autres actifs des états de la situation financière. Les passifs d'un groupe destiné à être cédé classé comme détenu en vue de la vente doivent être présentés séparément des autres passifs des états de la situation financière. Ces actifs et ces passifs ne doivent pas être compensés et présentés comme un seul montant. Les principales catégories d'actifs et de passifs classés comme détenus en vue de la vente doivent être présentées séparément soit dans les états de la situation financière, soit dans les notes des états financiers consolidés.

## Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges dans les états du résultat net et du résultat global dans la période où elles sont engagées, à moins que certains critères soient remplis.



Une immobilisation incorporelle générée en interne résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doit être comptabilisée si, et seulement si, tous les éléments suivants ont été démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

À ce jour, la Société n'a comptabilisé à l'actif aucuns frais de développement.

Les frais de recherche et de développement présentés aux états consolidés du résultat net et du résultat global comprennent les coûts de production de graphène et les frais de vente et de recherche sur les propriétés du graphène. Ils incluent également les frais de consultants externes pour les activités de recherche sur le graphène, la rémunération des employés et les autres charges d'exploitation engagées dans le cadre des activités de recherche et développement.

### **Contrats de location**

Les contrats de location sont initialement évalués au coût puis amortis. L'évaluation initiale des coûts est déterminée par le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative, moins les incitatifs à la location à recevoir et les paiements de location effectués à la date de début ou avant, plus les coûts directs initiaux et les coûts de restauration. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas payés à la date de début, actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou, si ce taux ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal de la Société. L'obligation locative est ensuite évaluée en utilisant un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant de l'obligation locative et est ensuite ajustée pour tenir compte des intérêts et des paiements de location. La Société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les baux à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins, et les baux visant des actifs de faible valeur. La Société comptabilise les paiements de location associés à ces contrats de location comme une charge selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

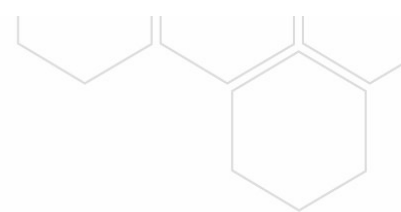
### **Impôts**

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net et du résultat global sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt sur le résultat est également comptabilisé directement dans les autres éléments du résultat global ou des capitaux propres, respectivement.

L'impôt sur le résultat exigible est l'impôt attendu à payer sur le revenu imposable pour l'exercice aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer résultant des exercices précédents.

En général, l'impôt sur le résultat différé est comptabilisé en fonction des différences temporaires survenant entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, l'impôt sur le résultat différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de l'opération, n'affecte ni le résultat net comptable ni le résultat net imposable.

L'impôt sur le résultat différé est déterminé sur une base non actualisée aux taux d'imposition et les lois adoptées ou pratiquement en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou que le passif est réglé. L'actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible sur lequel les différences temporaires déductibles pourront être utilisées. L'actif et le passif d'impôt différé sont présentés comme non courants.



## Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite actuelle résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation et que le montant peut être estimé de façon fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées pour les pertes d'exploitation futures.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie soit nécessaire lors du règlement est déterminée en fonction de la catégorie d'obligations dans son ensemble. Une provision est comptabilisée même si la probabilité d'une sortie à l'égard d'un élément compris dans la même catégorie d'obligations peut être faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des charges censées être nécessaires pour éteindre l'obligation à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges d'intérêts.

## Avantages du personnel futurs

La Société offre une entente de retraite à prestations déterminées à certains employés non canadiens. La charge de retraite nette est basée sur des calculs actuariels effectués annuellement par des actuaires indépendants à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Le calcul de la charge au titre des avantages du personnel repose sur des hypothèses comme le taux d'actualisation pour mesurer les obligations, la mortalité probable et la rémunération future prévue. Les résultats réels seront différents des résultats estimés d'après les hypothèses. La part acquise du coût des services passés résultant des modifications apportées au régime est immédiatement comptabilisée aux états consolidés du résultat net et du résultat global. La part non acquise est amortie sur une base linéaire sur la période résiduelle moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis. Le passif comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la date de clôture diminuée de la juste valeur des actifs du régime, ainsi que des ajustements pour tenir compte du coût des services passés non comptabilisé. La valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées est calculée en actualisant les sorties de fonds futures estimatives à l'aide des taux d'intérêt des obligations de sociétés de qualité dont la durée jusqu'à l'échéance se rapproche de la durée du passif au titre des avantages de retraite connexe. L'ensemble des gains et des pertes actuariels découlant du calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées et de la juste valeur des actifs du régime sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et inclus aux états consolidés du résultat net et du résultat global.

Si le fonds est en déficit au sens de la loi suisse, la fondation collective, responsable de la gestion du fonds, pourrait éventuellement demander une contribution égale de l'employeur, des salariés et des retraités, ce qui crée une obligation actuarielle selon IAS 19, et ce, même si la sortie de ressources économiques n'est pas probable.

Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées, c'est-à-dire au fur et à mesure que le service lié aux employés est rendu.

## Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction du produit dans les capitaux propres de la période au cours de laquelle les actions sont émises.

## Rémunération fondée sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante de la réserve. Une personne est considérée comme un employé lorsque la personne est un employé à des fins juridiques ou fiscales (employé direct) ou fournit des services similaires à ceux fournis par un employé direct, y compris les administrateurs de la Société. Les paiements fondés sur des actions à des non-salariés sont évalués à la juste valeur des biens ou services reçus ou à la juste valeur des instruments de capitaux propres émis, s'il est déterminé que la juste valeur des biens ou services ne peut être évaluée de manière fiable, et sont comptabilisés à la date à laquelle les produits ou services sont reçus.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période au cours de laquelle les options d'achat d'actions sont acquises. La juste valeur des options attribuées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation des options Black Scholes, en prenant compte des modalités et d'attribution des options. La détermination de la juste valeur à la date d'attribution exige que la direction fasse des estimations, notamment sur le taux d'intérêt sans risque, la volatilité et la durée de vie moyenne pondérée prévue.

À chaque date clôture, le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre réel d'options d'achat d'actions qui devraient être acquises. Lors de l'exercice d'une option d'achat d'actions, tout montant lié à la valeur initiale de l'option d'achat d'actions, ainsi que le produit de l'exercice, sont reclassés de la réserve au capital-actions.

### Résultat par action

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la Société au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action reflète la dilution potentielle des équivalents d'actions ordinaires, comme les options d'achat d'actions en cours, dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, s'ils sont dilutifs.

### Estimations et jugements importants de la direction dans l'application des méthodes comptables

Voici les jugements importants de la direction utilisés dans l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'incidence la plus importante sur les états financiers consolidés.

À plusieurs reprises lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction pose des jugements, fait des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues continuellement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans toute période future affectée.

Les informations sur les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sont présentées ci-dessous.

a) *Aide financière gouvernementale et RS&DE*

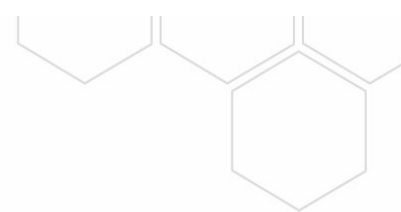
L'aide financière gouvernementale est comptabilisée comme autre revenu de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés, à condition que la Société soit raisonnablement certaine, selon le jugement de la direction, que l'aide gouvernementale sera reçue. L'aide financière gouvernementale doit être examinée et approuvée par l'administration fiscale et il est possible que les montants accordés diffèrent des montants enregistrés par la direction. Dans les cas où il serait raisonnable de croire que certains montants perçus devraient être remboursés, une provision est constituée.

b) *Regroupement d'entreprises*

L'évaluation des actifs et passifs identifiables dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise implique des éléments des états de la situation financière de la société acquise, ainsi que des éléments qui n'ont pas été comptabilisés dans les états de la situation financière de la société acquise, tels que les relations client, qui devraient être évalués à la juste valeur. Dans des circonstances normales, étant donné que les prix du marché ne sont pas toujours disponibles pour les actifs et passifs à évaluer, différentes méthodes d'évaluation doivent être utilisées. Ces méthodes d'évaluation reposent sur un certain nombre d'hypothèses. Tous les éléments des états de la situation financière acquis lors d'un regroupement d'entreprises font donc l'objet d'estimations et de jugements. Veuillez vous reporter à la note 4 pour plus de détails sur les estimations faites pour le regroupement d'entreprises le plus récent.

Pour estimer la juste valeur du terrain et du bâtiment acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises de l'usine de CSP Newton, la direction a utilisé la méthode de capitalisation directe ainsi que la méthode du coût amorti pour les équipements de production. Les principales hypothèses de la direction comprennent le taux de capitalisation global et le résultat d'exploitation net stabilisé du terrain et du bâtiment, le coût de remplacement à l'état neuf ou le coût de reproduction à l'état neuf, selon le cas, ainsi que les provisions pour désuétude des équipements de production.

La direction a exercé un jugement important dans l'estimation de la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles acquises dans le cadre du regroupement d'entreprises de Canuck. Pour estimer la juste valeur des immobilisations corporelles acquises, la direction a utilisé principalement la méthode du coût amorti. Les hypothèses importantes utilisées par la direction pour estimer la juste valeur des immobilisations corporelles acquises comprenaient le coût de remplacement à neuf ou de reproduction à neuf, selon le cas, ainsi que les provisions pour désuétude. Pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises, la direction a utilisé la méthode des bénéfices excédentaires sur plusieurs périodes. Les hypothèses importantes utilisées par la direction pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises comprennent le taux de croissance des revenus et le BAIIA.



c) *Dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill*

Une perte de valeur est comptabilisée pour l'excédent de l'actif ou de l'UGT sur sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur recouvrable, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque actif ou UGT et détermine un taux d'intérêt approprié afin de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le processus de mesure des flux de trésorerie futurs attendus, la direction formule des hypothèses sur les bénéfices bruts futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent varier et entraîner des ajustements importants des actifs de la Société au cours des prochains exercices. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation implique l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et de l'ajustement approprié aux facteurs de risque propres à l'actif.

d) *Comptabilisation des revenus sur les contrats d'outillages distincts*

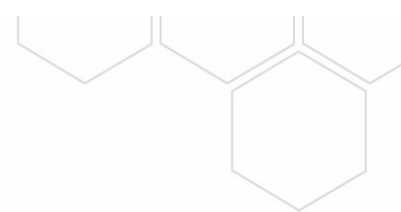
Les prix des contrats d'outillage sont généralement fixes; cependant, les changements de prix, les demandes de modification et les annulations de programmes peuvent avoir une incidence sur le montant final des produits comptabilisés à l'égard d'un contrat. Les produits sont comptabilisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, lesquels sont calculés en utilisant les coûts engagés à ce jour et le total des coûts estimatifs du contrat. Les coûts du contrat sont estimés au moment de la signature du contrat et sont revus à chaque fin de période. Des ajustements aux estimations initiales des coûts totaux du contrat sont souvent nécessaires au fur et à mesure que les travaux visés par le contrat progressent et que l'expérience est acquise, même si la portée des travaux visés par le contrat peut ne pas changer. Lorsque les estimations actuelles du produit total du contrat et du coût total du contrat indiquent une perte, une provision pour la perte totale du contrat est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les facteurs pris en compte pour arriver à la perte prévue sur un contrat comprennent, entre autres, les dépassements de coûts, les coûts non remboursables, les demandes de modification et les changements de prix potentiels.

e) *Macroéconomie et les problèmes de chaîne d'approvisionnement*

L'incidence de la pandémie de la COVID-19 et ses effets collatéraux néfastes sur l'approvisionnement en matériaux et sur la disponibilité de la main-d'œuvre sur nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2022 a été limitée. Bien que l'incidence à long terme de la pandémie mondiale de la COVID-19, exacerbée par le récent conflit entre la Russie et l'Ukraine, ne puisse être entièrement déterminée ou quantifiée pour le moment, nous prévoyons qu'elle aura des répercussions sur nos activités et nos résultats futurs. Les estimations et les hypothèses sur les événements futurs et leurs effets ne peuvent être déterminées avec certitude et nécessitent donc l'exercice d'un jugement. À la date de publication des présents états financiers consolidés, la Société n'a connaissance d'aucun événement ou circonstance précis qui l'obligerait à mettre à jour ses estimations, hypothèses et jugements ou à réviser la valeur comptable de ses actifs ou passifs. Ces estimations peuvent changer au fur et à mesure que de nouveaux événements se produisent et que des informations complémentaires sont obtenues et sont comptabilisées dans les états financiers consolidés dès qu'ils sont connus.

f) *Actifs d'impôt différé*

La direction exerce son jugement dans l'évaluation de la probabilité de revenus imposables futurs, afin d'estimer la mesure dans laquelle les actifs d'impôt différé peuvent être réalisés. Les estimations sont basées sur les prévisions budgétaires approuvées les plus récentes de la Société, qui sont ajustées en fonction des revenus et dépenses non imposables importants et des limites spécifiques à l'utilisation de toute perte ou crédit fiscal inutilisé. Les règles fiscales et les stratégies de planification fiscale dans les nombreuses juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont soigneusement prises en considération. La direction utilise son jugement pour évaluer des faits et des circonstances spécifiques afin d'évaluer les limites juridiques ou économiques ou d'autres incertitudes et pour déterminer le nombre d'années à inclure dans la période de prévision.



### 3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE ET PUBLIÉES, MAIS PAS ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Aucune modification aux normes existantes ont été adoptées au cours du dernier exercice.

Les normes et les modifications aux normes existantes suivantes ont été publiées et leur adoption est obligatoire pour les périodes comptables futures.

#### Amendement à l'IAS 16 – Immobilisations corporelles

La modification à la définition du produit avant l'utilisation prévue interdit à une entité de déduire du coût d'une immobilisation corporelle tout produit reçu de la vente d'articles produits pendant que l'entité prépare l'actif pour son utilisation prévue (par exemple, le produit de la vente d'échantillons produits lors du test d'une machine pour voir si elle fonctionne correctement). Elle précise également qu'une entité « teste le bon fonctionnement de l'immobilisation corporelle » lorsqu'elle évalue la performance technique et physique de l'actif, et ajoute l'exigence de certaines informations à fournir connexes. Les nouvelles directives entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

#### Amendement à l'IAS 1 – Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de préciser les exigences de classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus précisément, les modifications indiquent que les conditions qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière sont celles qui seront utilisées pour déterminer s'il existe un droit de différer le règlement d'un passif. Les attentes de la direction concernant les événements postérieurs à la date de clôture, par exemple sur le non-respect d'une clause restrictive ou la survenance d'un règlement anticipé, ne sont pas pertinentes; et les modifications précisent quelles situations sont considérées comme un règlement de passif. Les nouvelles directives entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

### 4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

#### a) Canuck

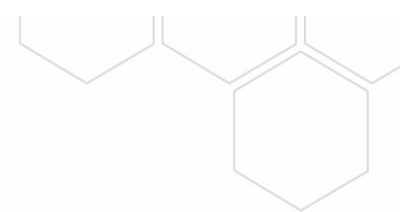
Le 15 décembre 2021, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Canuck pour une contrepartie totale de 9 158 408 \$. Le montant représente 9 300 000 \$, plus la trésorerie acquise, moins les dettes et un ajustement du fonds de roulement et une actualisation du solde du prix d'achat dû dans 24 mois. La transaction a été financée à même les liquidités disponibles de la Société. L'acquisition a été conclue afin d'étendre son offre de produits à valeur ajoutée en aval par des mélanges-maîtres et des formulations améliorées.

Canuck emploie près de 40 personnes et fournit des composés de plastiques recyclés durables et techniques destinés aux marchés du transport, du bâtiment et de la construction, de l'agriculture et de l'emballage. L'usine de fabrication de Canuck est située à Cambridge, en Ontario.

Le tableau suivant résume la juste valeur de la contrepartie totale à la date de la transaction :

	\$
Payé en trésorerie à la date de clôture	6 762 121
Ajustements postérieurs à la clôture	454 452
Solde du prix d'achat dû dans 12 mois	1 000 000
Solde du prix d'achat dû dans 24 mois (1 000 000 \$ actualisé à un taux de 3%)	941 835
<b>Contrepartie totale</b>	<b>9 158 408</b>

Cette transaction est considérée comme un regroupement d'entreprises et a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition selon la norme IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*. Le coût total d'acquisition a été réparti entre les actifs acquis et les passifs repris en fonction de la juste valeur de la contrepartie totale à la date de clôture de la transaction.



	\$
<b>Actifs nets identifiables acquis :</b>	
Trésorerie	386 039
Créances et actifs sur contrat	5 209 753
Stocks	2 317 473
Charges payées d'avance et autres actifs	71 208
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 550 072
Immobilisations corporelles	2 820 720
Immobilisations incorporelles	3 900 000
	16 255 265
Emprunts bancaires	(345 000)
Fournisseurs et charges à payer	(4 008 005)
Impôts sur le résultat à payer	(461 315)
Obligations locatives	(1 581 650)
Dette à long terme	(491 861)
Passif d'impôt différé	(1 668 535)
	(8 556 366)
Total des actifs nets identifiables acquis	7 698 899
Goodwill	1 459 509
<b>Contrepartie versée ou à verser en trésorerie</b>	<b>9 158 408</b>

Depuis le 15 décembre 2021, les actifs et les passifs de Canuck sont inclus aux états consolidés de la situation financière et les résultats d'exploitation sont inclus aux états consolidés du résultat net et du résultat global de la Société.

La Société a donné une sûreté générale et continue sur tous les actifs mobiliers, corporels et incorporels de Canuck afin de garantir le solde du prix d'achat à payer.

#### b) Usine de CSP Newton

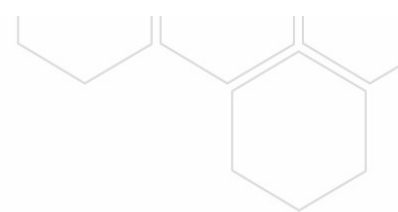
Le 11 septembre 2020, par l'intermédiaire de sa filiale indirecte entièrement détenue, RMC Advanced Technologies Inc., la Société a acquis la quasi-totalité des actifs de CSP Composites, LLC, Continental Structural Plastics, Inc. et Continental Structural Plastics of North Carolina, Inc. (collectivement, « usine de CSP Newton ») utilisés dans le cadre de ses solutions de produits de composite légers et de ses activités importantes menées au 1400 Burris Road, Newton, Caroline du Nord, pour un prix d'achat non ajusté de 3 500 000 \$ US. Le prix d'achat a été réduit par un ajustement à la baisse des stocks de 128 929 \$ US. Cette acquisition a été conclue afin d'étendre les activités de la Société aux États-Unis.

L'usine de CSP Newton employait près de trente personnes et exerçait ses activités principalement dans le marché des produits de composite pour le transport lourd et la machinerie. Elle vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine et des distributeurs aux États-Unis, au Canada et en Amérique du Sud.

Cette transaction a été financée à même les liquidités disponibles de la Société. Le prix d'achat ajusté de 3 371 071 \$ US [4 437 197 \$] était payable en deux versements :

- (i) 1 750 000 \$ US à la date de clôture;
- (ii) 1 621 071 \$ US 12 mois après la date de clôture et a été comptabilisé dans les Fournisseurs et charges à payer aux états consolidés de la situation financière.

Cette transaction est considérée comme un regroupement d'entreprises et a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition selon la norme IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*. Le coût total d'acquisition a été réparti entre les actifs acquis et les passifs repris en fonction de la juste valeur de la contrepartie totale à la date de clôture de la transaction.



	<u>\$</u>
<b>Actifs nets identifiables acquis :</b>	
Stocks	1 014 930
Immobilisations corporelles	4 824 131
	<u>5 839 061</u>
Passif d'impôt différé	(276 414)
	<u>(276 414)</u>
Total des actifs nets identifiables acquis	5 562 647
Profit sur une acquisition à des conditions avantageuses	(1 125 450)
<b>Contrepartie versée ou à verser en trésorerie</b>	<u>4 437 197</u>

Depuis le 11 septembre 2020, les actifs acquis sont inclus aux états consolidés de la situation financière et les résultats d'exploitation sont inclus aux états consolidés du résultat net et du résultat global de la Société.

## 5. CRÉANCES ET ACTIFS SUR CONTRAT

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
	\$	\$
Comptes clients	18 518 088	8 738 719
Moins : provision pour créances douteuses	(136 429)	(174 649)
	<u>18 381 659</u>	8 564 070
Actifs sur contrat [Note 12]	1 106 065	720 875
Contrats de change à terme [Note 19]	–	466 003
Sommes à recevoir du gouvernement	1 202 529	2 291 059
Autres créances	387 615	691 183
	<u>21 077 868</u>	12 733 190

La Société revoit tous les montants à chaque période pour déterminer s'il existe un indice de dépréciation et les pertes de crédit attendues seront portées à la provision pour créances douteuses. La quasi-totalité des comptes clients n'est pas en souffrance, sauf des montants de 924 248 \$ et 604 353 \$ [2021 – 278 148 \$ et 281 993 \$] qui sont impayés, respectivement, pour des périodes de 91 à 120 jours et de plus de 120 jours.

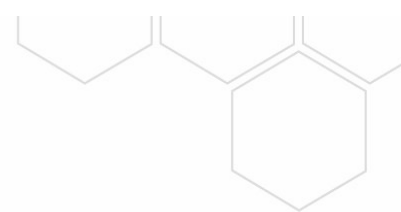
La plupart des comptes clients sont donnés en nantissement des facilités de crédit (Note 13).

## 6. STOCKS

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
	\$	\$
Matières premières et consommables	11 906 400	6 963 475
Travaux en cours	2 126 342	1 438 386
Produits finis	3 475 070	2 634 546
	<u>17 507 812</u>	11 036 407

La Société s'attend à récupérer intégralement ce montant au cours du prochain exercice. La plupart des stocks sont donnés en nantissement des facilités de crédit (Note 13). Le coût de la dépréciation des stocks comptabilisé à titre de charge et inclus dans le coût des marchandises vendues pour l'exercice clos le 30 juin 2022 est de néant [2021 – néant], car la valeur de réalisation nette est inférieure au coût.





## 7. INVESTISSEMENT DANS UNE COENTREPRISE

Le 14 avril 2021, NanoXplore et Martinrea Innovation Developments Inc., une filiale entièrement détenue par Martinrea International Inc. (« Martinrea »), ont formé une coentreprise par l'intermédiaire de VoltaXplore, une initiative basée sur des batteries pour desservir le marché du transport électrique et du stockage réseau. Les principales activités de VoltaXplore sont la recherche et le développement de batteries de véhicules électriques (VE) au lithium-ion enrichies de graphène. La Société et Martinrea ont chacune investi un montant initial de 4 036 000 \$ dans VoltaXplore en tant que capital de démarrage pour soutenir la construction d'une installation de démonstration. La Société a payé 4 000 000 \$ en trésorerie et le reliquat de 36 000 \$ consistait en un transfert d'immobilisations incorporelles. Cet investissement a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

En janvier 2022, la Société et Martinrea ont chacune investi 1 000 000 \$ en trésorerie dans VoltaXplore pour continuer de soutenir la construction d'une installation de démonstration.

L'évolution de l'investissement dans VoltaXplore est détaillée comme suit :

	2022 \$	2021 \$
<b>Solde au début</b>	<b>3 983 059</b>	–
Investissement dans une coentreprise	1 000 000	4 036 000
Quote-part du résultat net et du résultat global de l'exercice	(744 285)	(52 941)
<b>Solde à la fin</b>	<b>4 238 774</b>	3 983 059

L'information financière résumée concernant VoltaXplore est détaillée comme suit :

	2022 \$	2021 \$
<b>État de la situation financière</b>		
Actifs courants	1 232 220	6 183 590
Actifs non courants	9 109 359	3 393 365
Passifs courants	(480 209)	(95 533)
Passifs non courants	(1 344 037)	(1 515 305)
<b>Total de l'actif</b>	<b>8 517 333</b>	7 969 117
<b>Valeur comptable de l'investissement</b>	<b>4 238 774</b>	3 983 059
<b>État du résultat net</b>		
Résultat net	(1 488 570)	(105 883)
<b>Quote-part de la perte</b>	<b>(744 285)</b>	(52 941)
<b>Information complémentaires</b>		
Trésorerie	729 753	6 150 660
Amortissement	412 368	1 050
Charge d'intérêts	73 344	6 056
Revenus d'intérêts	13 647	2 000

NanoXplore et Martinrea se sont engagées à fournir chacune jusqu'à 6 000 000 \$ supplémentaires en financement de développement, en cas de besoin. De ce montant, 1 000 000 \$ ont déjà été fournis.

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

### a) Actifs au titre de droits d'utilisation

	2022 \$	2021 \$
<b>Solde au début</b>	4 885 169	5 878 706
Acquisitions	3 252 623	126 017
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	1 550 072	-
Amortissement	(1 382 130)	(1 102 914)
Effet des écarts de change	75 297	(16 640)
<b>Solde à la fin</b>	<b>8 381 031</b>	<b>4 885 169</b>
<b>Au 30 juin</b>		
Coût	12 601 090	7 723 097
Amortissement accumulé	(4 220 059)	(2 837 928)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>8 381 031</b>	<b>4 885 169</b>

La plupart des actifs au titre de droits d'utilisation sont des contrats de location visant des terrains et des bâtiments.

### b) Immobilisations corporelles

	Terrain et bâtiment \$	Équipements de production \$	Améliorations locatives \$	Matériel de laboratoire, ordinateurs, mobilier de bureau et matériel roulant \$	Total \$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2020</b>	13 106 182	33 347 199	1 949 384	1 277 810	49 680 575
Acquisitions	1 322 272	7 498 798	50 625	356 412	9 228 107
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	2 487 731	2 336 400	-	-	4 824 131
Transfert aux immeubles détenus en vue de la vente	(3 159 345)	-	-	-	(3 159 345)
Cessions	(368 648)	(11 343)	-	(20 299)	(400 290)
Amortissement	(602 108)	(3 071 456)	(240 002)	(641 026)	(4 554 592)
Effet des écarts de change	(357 886)	(295 948)	-	(30 282)	(684 116)
<b>Solde au 30 juin 2021</b>	<b>12 428 198</b>	<b>39 803 650</b>	<b>1 760 007</b>	<b>942 615</b>	<b>54 934 470</b>
Acquisitions	570 420	2 479 978	586 185	220 408	3 856 991
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	-	2 774 000	6 660	40 060	2 820 720
Transfert aux immeubles détenus en vue de la vente	(872 155)	-	872 155	-	-
Cessions	(2 358 015)	-	-	-	(2 358 015)
Amortissement	(406 040)	(3 749 771)	(379 601)	(697 222)	(5 232 634)
Effet des écarts de change	88 701	191 182	17 706	10 074	307 663
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>9 451 109</b>	<b>41 499 039</b>	<b>2 863 112</b>	<b>515 935</b>	<b>54 329 195</b>
<b>Au 30 juin 2021</b>					
Coût	13 208 847	45 705 902	2 058 489	1 662 561	62 635 799
Amortissement accumulé	(780 649)	(5 902 252)	(298 482)	(719 946)	(7 701 329)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>12 428 198</b>	<b>39 803 650</b>	<b>1 760 007</b>	<b>942 615</b>	<b>54 934 470</b>
<b>Au 30 juin 2022</b>					
Coût	10 560 847	51 088 621	3 535 883	1 930 081	67 115 432
Amortissement accumulé	(1 109 738)	(9 589 582)	(672 771)	(1 414 146)	(12 786 237)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>9 451 109</b>	<b>41 499 039</b>	<b>2 863 112</b>	<b>515 935</b>	<b>54 329 195</b>

La plupart des immobilisations corporelles sont données en garantie des facilités de crédit (Note 13).

La valeur comptable nette des équipements de production et du matériel roulant détenus en vertu de contrats de location au 30 juin 2022 était respectivement de 4 759 253 \$ et de 1 063 \$ [2021 – 4 965 757 \$ et de 26 471 \$]. Les acquisitions d'équipements de production visés par des contrats de location au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022 se sont élevées à 254 605 \$ [2021 – 384 405 \$]. La dépréciation des équipements de production et du matériel roulant détenus en vertu de contrats de location au 30 juin 2022 était respectivement de 461 109 \$ et de 25 678 \$ [2021 – 651 991 \$ et de 28 906 \$]. Les actifs loués sont donnés en garantie de l'obligation locative connexe.

Au 30 juin 2022, des montants respectifs de 606 907 \$, 749 182 \$ et néant étaient comptabilisés au titre de bâtiments, d'équipements de production et d'ordinateurs qui n'étaient pas encore utilisables et qui n'avaient pas commencé à être amortis [2021 – néant, 8 104 470 \$ et 46 155 \$].

## 9. IMMEUBLES DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Au 30 juin 2022, il n'y avait aucun immeuble comptabilisé au titre d'immeubles détenus en vue de la vente [2021 – 2 424 351 \$].

La Société a vendu l'immeuble situé au Tennessee (États-Unis) le 24 août 2021 pour un montant de 950 000 \$ US.

La Société a vendu l'immeuble situé au Québec le 8 octobre 2021 pour un montant de 3 000 000 \$. Un profit sur cession a été comptabilisé pour un montant de 1 599 184 \$ et la dette à long terme liée à l'immeuble a été remboursée. [2021 – la dette à long terme liée à l'immeuble détenu en vue de la vente était d'un montant de 1 035 431 \$].

## 10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

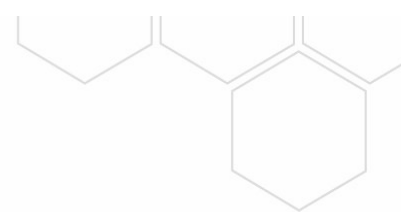
### a) Immobilisations incorporelles

	2022			2021		
	Relation client \$	Brevets, licences et logiciels \$	Total \$	Relation client \$	Brevets, licences et logiciels \$	Total \$
<b>Solde au début</b>	3 166 170	188 276	3 354 446	3 671 211	132 463	3 803 674
Acquisitions	–	761 072	761 072	–	126 119	126 119
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	3 900 000	–	3 900 000	–	–	–
Amortissement	(659 449)	(101 849)	(761 298)	(487 621)	(61 066)	(548 687)
Effet des écarts de change	1 387	733	2 120	(17 420)	(9 240)	(26 660)
<b>Solde à la fin</b>	<b>6 408 108</b>	<b>848 232</b>	<b>7 256 340</b>	<b>3 166 170</b>	<b>188 276</b>	<b>3 354 446</b>
<b>Au 30 juin</b>						
Coût	8 572 895	1 131 317	9 704 212	4 671 508	369 512	5 041 020
Amortissement accumulé	(2 164 787)	(283 085)	(2 447 872)	(1 505 338)	(181 236)	(1 686 574)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>6 408 108</b>	<b>848 232</b>	<b>7 256 340</b>	<b>3 166 170</b>	<b>188 276</b>	<b>3 354 446</b>

### b) Goodwill

	2022 \$	2021 \$
<b>Solde au début</b>	<b>460 164</b>	460 164
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	1 459 509	–
<b>Solde à la fin</b>	<b>1 919 673</b>	460 164

Pour les tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été affectée à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de Sigma pour un montant de 460 164 \$ et à celle de Canuck pour un montant de 1 459 509 \$. La valeur recouvrable de chaque



UGT a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, qui a été calculée à partir des prévisions de flux de trésorerie avant impôt tirées des budgets approuvés par le Conseil pour le prochain exercice. Les prévisions reflétaient l'expérience passée. La direction estime que tout changement raisonnablement possible des principales hypothèses sur lesquelles repose la valeur recouvrable de l'UGT ne ferait pas en sorte que la valeur comptable de l'UGT dépasse sa valeur recouvrable. Aucune perte de valeur n'a été enregistrée au cours des exercices clos les 30 juin 2022 et 2021.

## 11. FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	2022 \$	2021 \$
Dettes fournisseurs	10 203 190	8 043 421
Charges à payer	2 278 685	1 886 727
Portion courante du solde du prix d'achat [Note 4]	1 000 000	1 993 367
Contrats de change à terme [Note 19]	336 995	–
Salaires et retenues d'impôt à la source à payer	3 210 999	3 305 512
	<b>17 029 869</b>	<b>15 229 027</b>

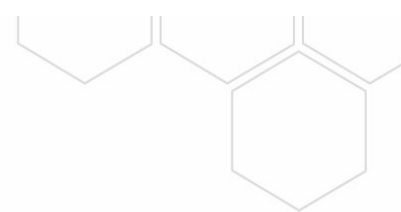
## 12. ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRAT

Les actifs et passifs sur contrat sont liés à des contrats de fabrication d'outillage avec les clients.

	2022 \$	2021 \$
<b>Solde au début</b>	<b>1 019 914</b>	<b>(1 295 494)</b>
Montant du solde d'ouverture comptabilisé dans les revenus au cours de l'exercice	(6 895 863)	(4 707 225)
Avance en trésorerie reçue au cours de l'exercice	5 305 944	7 022 633
<b>Solde à la fin</b>	<b>(570 005)</b>	<b>1 019 914</b>
<b>Actifs sur contrat [Note 5]</b>	<b>(1 106 065)</b>	<b>(720 875)</b>
<b>Passifs sur contrat</b>	<b>536 060</b>	<b>1 740 789</b>

## 13. FACILITÉS DE CRÉDIT

	Échéance	Taux d'intérêt effectif %	2022 \$	2021 \$
<b>Emprunts bancaires, taux fixe et variable</b>				
– Montant autorisé de 12 055 659 \$	2022	3,8 % à 5,1 %	4 648 900	1 343 300
<b>Obligations locatives</b>	2022 à 2031	2,1 % à 10,0 %	15 232 915	9 574 747
<b>Dettes à long terme, taux fixe et variable</b>	2022 à 2030	4,3 % à 5,7 %	9 450 814	11 652 440
			<b>29 332 629</b>	<b>22 570 487</b>
Moins : portion courante des emprunts bancaires			4 648 900	1 343 300
Moins : portion courante des obligations locatives			2 490 911	1 625 541
Moins : portion courante de la dette à long terme			3 168 932	3 497 174
			<b>19 023 886</b>	<b>16 104 472</b>



#### a) Emprunts bancaires

La Société a des lignes de crédit auprès des trois banques suivantes :

##### i. Banque Nationale du Canada :

Une ligne de crédit maximale autorisée de 7 250 000 \$, assujettie au calcul du pouvoir d'emprunt qui est fonction des comptes clients et des soldes de stocks admissibles. La facilité porte un intérêt au taux préférentiel canadien plus 0,3 %. La Société a également une ligne de crédit bancaire autorisée de 1 000 000 \$ US [1 288 600 \$], portant intérêt au taux préférentiel américain plus 0,3 %. Une hypothèque mobilière sur les comptes clients, les stocks et tous les actifs présents et futurs, corporels et incorporels a été donnée en garantie. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement et viennent à échéance en novembre 2022. En vertu de ces accords, la Société s'est engagée à respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Au 30 juin 2022, la Compagnie a utilisé 3 300 000 \$ de ces facilités et l'ensemble des conditions et ratios financiers étaient respectés [2021 – néant].

##### ii. Banque Cantonale Vaudoise :

La Société dispose d'un accord l'autorisant à une ligne de crédit maximale de 1 310 000 CHF [1 767 059 \$]. La ligne de crédit porte intérêt à 3,75 %. La facilité de crédit a été renouvelée le 29 août 2022 pour une durée de trois mois à un taux de 3,78%. Une cession générale des débiteurs a été donnée en garantie. Dans le cadre de cet accord, la Société s'est engagée à respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Au 30 juin 2022, la Société avait prélevé 1 000 000 CHF [1 348 900 \$] au titre de cette facilité de crédit et toutes les clauses restrictives applicables étaient respectées [2021 – 1 000 000 CHF [1 343 300 \$]].

##### iii. Banque Royale du Canada :

Une ligne de crédit maximale autorisée de 1 750 000 \$. La facilité porte un intérêt au taux préférentiel canadien plus 0,5 %. Une sûreté sur les immobilisations et sur les stocks a été donnée en garantie. La facilité de crédit est renouvelable annuellement et vient à échéance en octobre 2022. Au 30 juin 2022, la facilité n'était pas utilisée [2021 – néant].

#### b) Dette à long terme

Plusieurs hypothèques mobilières sur des actifs précis de la Société et de ses filiales et sur l'universalité des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la Société ont été données en garantie de ces prêts à terme et facilités de crédit. En vertu de ces accords, la Société a accepté de respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Au 30 juin 2022, l'ensemble des conditions et ratios financiers étaient respectés.

## 14. OBLIGATIONS LIÉES AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

### Régimes de retraite à prestations déterminées

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés suisses.

Les employés sont admissibles à ce régime à certaines conditions. Selon l'âge, le salaire et les fonds de retraite applicables, les cotisations ordinaires sont prélevées directement sur le salaire, en tant que pourcentage. La Société verse entre 50 % et 60 % à titre de contribution ordinaire pour les employés. **Si le fonds est déficitaire au sens de la loi suisse, la fondation collective, responsable de la gestion du fonds, pourrait éventuellement demander une contribution égale de l'employeur, des salariés et des retraités, ce qui crée une obligation actuarielle selon IAS 19 même si la sortie de ressources économiques n'est pas probable.**

La situation de capitalisation des prestations et les montants comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière étaient les suivants :

	2022 \$	2021 \$
Actifs du régime à la juste valeur	3 866 370	4 376 526
Passifs au titre des prestations déterminées	(4 163 187)	(5 187 842)
<b>Déficit des prestations de retraite</b>	<b>(296 817)</b>	<b>(811 316)</b>

Le montant de l'effet plafond des actifs et de l'exigence de financement minimum s'élevait à néant [2021 – néant].

Les variations de la juste valeur des passifs au titre des prestations déterminées étaient les suivantes :

	2022 \$	2021 \$
Solde au début	5 187 842	6 269 925
Cotisations des participants	198 839	182 478
Prestations payées	(536 056)	(759 353)
<i>Éléments du résultat net</i>		
Coût des services rendus courants	255 609	294 360
Charge d'intérêts	20 672	22 816
Frais d'administration	2 605	2 923
	<u>278 886</u>	<u>320 099</u>
<i>Autres éléments du résultat global</i>		
Gain actuariel	(987 951)	(401 382)
Écart de change	21 627	(423 925)
	<u>(966 324)</u>	<u>(825 307)</u>
<b>Passifs au titre des prestations déterminées</b>	<b><u>4 163 187</u></b>	<b><u>5 187 842</u></b>

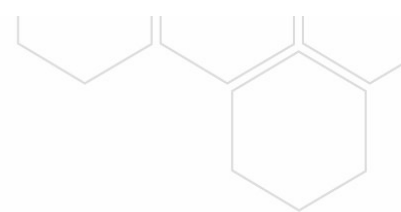
La valeur actualisée des passifs au titre de prestations déterminées peut être reflétée de la façon suivante :

	2022 %	2021 %
Participants actifs du régime	74%	73 %
Participants touchant des prestations	26%	27 %

Les variations de la juste valeur des actifs du régime étaient les suivantes :

	2022 \$	2021 \$
Solde au début	4 376 526	4 959 461
Cotisations de l'employeur	209 803	197 826
Cotisations des participants	198 839	182 478
Prestations payées	(536 056)	(759 353)
<i>Éléments du résultat net</i>		
Revenus d'intérêts sur les actifs du régime	17 321	17 736
<i>Éléments du résultat global</i>		
Rendement des actifs du régime	(418 307)	113 700
Écart de change	18 244	(335 322)
	<u>(400 063)</u>	<u>(221 622)</u>
<b>Actifs du régime à la juste valeur</b>	<b><u>3 866 370</u></b>	<b><u>4 376 526</u></b>

Pour l'exercice clos le 30 juin 2022, le coût des services s'est élevé à 255 609 \$ [2021 - 294 360 \$]. Le montant total des paiements en trésorerie au titre des avantages du personnel, consistant en trésorerie versée par la Société à son régime de retraite, s'est élevé à 209 803 \$ [2021 - 197 826 \$]. La Société estime contribuer à hauteur de 226 085 \$ au régime à prestations déterminées au cours du prochain exercice financier.



Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation et la charge au titre des avantages de retraite de la Société étaient les suivantes :

	2022	2021
Taux d'actualisation	2,2 %	0,4 %
Augmentation salariale	1,0 %	1,0 %
Taux d'augmentation des revenus admissibles	0 %	0 %
Inflation	1,0 %	1,0 %
Intérêts à long terme sur les comptes de retraite	2,2 %	0,5 %
Décrément de la mortalité et taux de roulement	<b>Tableau BVG / LPP 2020 GT</b>	Tableau BVG / LPP 2020 GT
Décrément d'invalidité	<b>Tableau 85 % BVG / LPP 2020 GT</b>	Tableau 85 % BVG / LPP 2020 GT
Retraite	<b>100 % à l'âge de retraite régulier</b>	100 % à l'âge de retraite régulier

Pour déterminer le taux d'actualisation le plus approprié, la direction prend en compte les taux d'intérêt des obligations de grande qualité émises par des entités exerçant leurs activités en Suisse, dont les flux de trésorerie correspondent au moment et au montant des versements de prestations attendus. Le taux de mortalité et d'invalidité est basé sur le taux disponible en Suisse pour les régimes de retraite privés. La Société a choisi l'augmentation de salaire et les taux de rotation pour refléter sa situation particulière.

Une variation de 0,25 % des hypothèses actuarielles importantes ci-dessous aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations déterminées, toutes les autres hypothèses actuarielles demeurant égales :

	Hausse de 0,25 % \$	Baisse de 0,25 % \$
Taux d'actualisation	(129 498)	135 426
Augmentation salariale	17 507	(19 475)

## 15. CAPITAUX PROPRES

### a) Capital-actions

#### Autorisé

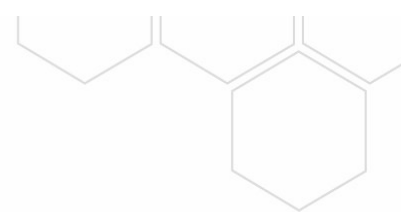
Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, conférant à son porteur le droit de vote et lui permettant de recevoir des dividendes sous réserve de la priorité de paiement des dividendes rattachés aux séries d'actions privilégiées de premier et de deuxième rang et, en cas de liquidation ou de dissolution, de recevoir les actifs restants de la Société.

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, sans valeur nominale, pouvant être émises en série, ne conférant à son porteur aucun droit de vote, mais lui permettant de recevoir des dividendes avant les porteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de deuxième rang, et en cas de liquidation ou de dissolution, de recevoir les sommes prévues par les statuts de la Société en priorité par rapport aux porteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de deuxième rang.

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang, sans valeur nominale, pouvant être émises en série, ne conférant à son porteur aucun droit de vote, mais lui permettant de recevoir des dividendes avant les porteurs d'actions ordinaires et, en cas de liquidation ou de dissolution, de recevoir les sommes prévues par les statuts de la Société en priorité par rapport aux porteurs d'actions ordinaires.

#### Émis

Il n'y a pas d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de deuxième rang émises et en circulation.



Les actions émises et en circulation sont détaillées comme suit :

	Nombre d'actions	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2020</b>	140 226 610	84 837 145
Émission d'actions ordinaires en février 2021	11 500 000	43 382 567
Exercice d'options d'achat d'actions	768 667	1 245 976
Conversion de la débenture convertible en décembre 2020	5 434 782	10 601 688
<b>Solde au 30 juin 2021</b>	<b>157 930 059</b>	<b>140 067 376</b>
Émission d'actions ordinaires en février 2022	<b>6 522 000</b>	<b>27 996 232</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	<b>771 466</b>	<b>1 290 664</b>
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>165 223 525</b>	<b>169 354 272</b>

Le 24 février 2022, la Société a réalisé un financement au moyen d'un supplément de prospectus daté du 17 février 2022 au prospectus préalable de base simplifié de la Société daté du 24 janvier 2022 de 6 522 000 actions ordinaires au prix de 4,60 \$ par action ordinaire pour un produit brut de 30 001 200 \$. Le total des coûts de transaction liés à l'émission, y compris la commission, a été d'un montant de 2 004 968 \$ et a été payé en trésorerie.

Le 12 février 2021, la Société a réalisé un financement au moyen d'un prospectus simplifié visant 11 500 000 actions ordinaires au prix de 4,00 \$ par action ordinaire pour un produit brut de 46 000 000 \$. Le total des coûts de transaction liés à l'émission, y compris la commission, s'est élevé à 2 617 433 \$ et a été payé en trésorerie.

Le 8 décembre 2020, un montant de 10 000 000 \$ au titre du capital des débentures convertibles a été converti en actions ordinaires de la Société à un prix de 1,84 \$ par action ordinaire, entraînant l'émission de 5 434 782 actions ordinaires de la Société. Cela a également entraîné un transfert de 2 240 000 \$ des « Débentures convertibles – Options » au « Capital-actions ».

#### b) Options d'achat d'actions

Le régime incitatif d'options d'achat d'actions permet à la Société d'accorder aux employés, administrateurs, dirigeants et consultants des options d'achat d'actions de la Société. Le régime est fixe et compte un maximum de 8 000 000 options d'achat d'actions. Les modalités de chaque option octroyée dans le cadre du régime, y compris le calendrier d'acquisition des droits et la date d'expiration, seront déterminées par le Conseil d'administration. Le prix d'exercice de toute option d'achat d'actions sera déterminé par le Conseil d'administration et ne sera pas inférieur au prix du marché des actions ordinaires sous-jacentes au moment de l'attribution.

Le tableau suivant résume l'évolution du nombre d'options d'achat d'actions en circulation pour les exercices clos le 30 juin :

	2022		2021	
	Nombre	Prix moyen d'exercice pondéré (\$)	Nombre	Prix moyen d'exercice pondéré (\$)
<b>Solde au début</b>	<b>3 833 466</b>	<b>1,62</b>	3 917 133	1,17
Options attribuées aux dirigeants, administrateurs et employés	<b>300 000</b>	<b>4,77</b>	760 000	3,41
Options exercées	<b>(771 466)</b>	<b>1,16</b>	(768 667)	1,13
Options expirées	<b>(12 500)</b>	<b>3,55</b>	–	–
Options renoncées	<b>(62 500)</b>	<b>3,07</b>	(75 000)	1,39
<b>Solde à la fin</b>	<b>3 287 000</b>	<b>1,98</b>	3 833 466	1,62
<b>Options exerçables au 30 juin</b>	<b>2 665 332</b>	<b>1,51</b>	3 230 132	1,28



Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022, 300 000 options ont été attribuées. Ces options ont un prix d'exercice entre 2,61 \$ et 6,44 \$ et sont assorties d'une période d'acquisition des droits de trois ans et demi et d'une date d'expiration de 5 ans à compter de la date d'attribution. Le prix d'exercice est basé sur le cours de l'action la veille de l'octroi.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2022, 771 466 options ont été exercées, pour un produit de 896 409 \$ et un transfert de la « Réserve » au « Capital-actions » de 394 255 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options était de 5,61 \$.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, 760 000 options ont été attribuées. Ces options ont un prix d'exercice entre 2,34 \$ et 3,85 \$ et sont assorties d'une période d'acquisition des droits entre deux et trois ans et demi et d'une date d'expiration de 5 ans à compter de la date d'attribution. Le prix d'exercice est basé sur le cours de l'action la veille de l'octroi.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2021, 768 667 options ont été exercées, pour un produit de 864 901 \$ et un transfert de la « Réserve » au « Capital-actions » de 381 075 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options était de 2,91 \$.

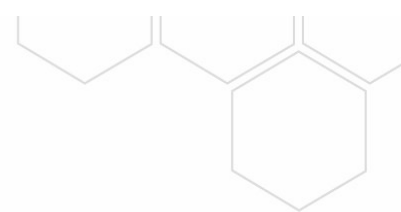
Au 30 juin 2022, les options d'achat d'actions émises et en circulation par fourchette de prix d'exercice sont les suivantes :

Fourchette de prix exercice	Options en circulation			Options exerçables	
	Durée contractuelle restante (en années)	Nombre en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
\$0,45	0,17	352 000	0,45	352 000	0,45
\$1,22 - \$1,80	1,57	2 000 000	1,36	2 000 000	1,36
\$2,34 - \$2,61	4,04	210 000	2,47	55 000	2,34
\$3,55 - \$3,85	3,62	525 000	3,72	233 332	3,75
\$5,27	4,62	100 000	5,27	—	5,27
\$6,44	4,23	100 000	6,44	25 000	6,44
	<b>2,08</b>	<b>3 287 000</b>	<b>1,98</b>	<b>2 665 332</b>	<b>1,51</b>

La juste valeur des options attribuées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes. Les données moyennes pondérées dans le modèle et les justes valeurs à la date d'attribution qui en résultent étaient les suivantes :

	Volatilité	Taux d'intérêt sans risque	Durée de vie attendue (mois)	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution (\$)
<b>Pour l'exercice clos le 30 juin 2022</b>				
Options attribuées	61 %	1,83 %	60	2,49
<b>Pour l'exercice clos le 30 juin 2021</b>				
Options attribuées	59 %	0,65 %	60	1,71

La volatilité attendue a été estimée en comparant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. Il n'y a pas de rendement en dividendes attendu.



## 16. REVENUS ET CHARGES

Le tableau suivant résume le détail des revenus pour les exercices clos le 30 juin :

	2022 \$	2021 \$
Vente de produits fabriqués	85 437 963	61 947 409
Revenus de contrats de fabrication d'outillages	6 895 863	4 707 225
<b>Total des revenus de clients</b>	<b>92 333 826</b>	<b>66 654 634</b>
Aide financière gouvernementale	1 901 733	5 470 833
Autres revenus	71 600	222 935
<b>Total des autres revenus</b>	<b>1 973 333</b>	<b>5 693 768</b>
	<b>94 307 159</b>	<b>72 348 402</b>

L'aide financière gouvernementale consiste en subventions reçues principalement de la Subvention salariale d'urgence du Canada et de Technologies du développement durable Canada (« TDDC »).

Le tableau suivant résume le détail du coût des marchandises vendues, des frais de recherche et développement et des frais généraux, de vente et d'administration par nature pour les exercices clos le 30 juin :

	2022 \$	2021 \$
Salaires et avantages du personnel	34 018 019	28 987 353
Matériaux et sous-traitance	52 373 193	35 610 293
Réparations et entretien	3 372 994	2 495 201
Honoraires professionnels	2 860 298	1 761 505
Autres charges d'exploitation	10 307 692	7 769 358
	<b>102 932 196</b>	<b>76 623 710</b>

## 17. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement des taux d'imposition effectifs est le suivant :

	2022 \$	2021 \$
Taux d'imposition prévu par la loi	26,50 %	26,50 %
Résultat avant impôt pour l'exercice	16 516 671	12 830 805
<b>Recouvrement d'impôt au taux prévu par la loi</b>	<b>4 376 918</b>	<b>3 400 163</b>
Augmentation (diminution) résultant de :		
Dépenses non déductibles	25 544	420 160
Effet des écarts de taux d'imposition étrangers	(141 378)	(26 277)
Incidences fiscales des différences temporaires et pertes fiscales non comptabilisées	(3 474 149)	(2 752 037)
Autres	189 142	(18 865)
<b>Recouvrement d'impôt net</b>	<b>976 077</b>	<b>1 023 144</b>

Le rapprochement des de l'actif et du passif d'impôt différé aux 30 juin 2022 et 2021 est le suivant :

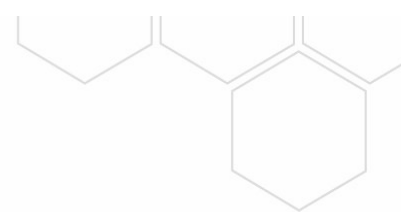
	2021	Impôts sur le résultat différés	Montant cumulé des ajustements d'écarts de change	Regroupements d'entreprise et autres	2022
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif d'impôt différé</b>					
Recherche et développement	–	68 950	–	–	<b>68 950</b>
Perte autre qu'en capital	3 529 659	1 144 465	47 926	–	<b>4 722 050</b>
Autres	87 757	81 146	2 295	–	<b>171 198</b>
<b>Passif d'impôt différé</b>					
Frais de financement	(14 671)	(2 116)	–	–	<b>(16 787)</b>
Immobilisations incorporelles	(4 439 572)	(450 345)	(46 016)	(129 000)	<b>(5 064 933)</b>
Immobilisations corporelles	–	83 392	–	(1 539 535)	<b>(1 456 143)</b>
Autres	(91 125)	91 125	–	–	<b>–</b>
<b>Actif (passif) d'impôt différé</b>	<b>(927 952)</b>	<b>1 016 617</b>	<b>4 205</b>	<b>(1 668 535)</b>	<b>(1 575 665)</b>

	2020	Impôts sur le résultat différés	Montant cumulé des ajustements d'écarts de change	Regroupements d'entreprise et autres	2021
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif d'impôt différé</b>					
Recherche et développement	–	–	–	–	<b>–</b>
Perte autre qu'en capital	2 664 707	864 952	–	–	<b>3 529 659</b>
Autres	537 883	(450 126)	–	–	<b>87 757</b>
<b>Passif d'impôt différé</b>					
Frais de financement	(16 129)	1 458	–	–	<b>(14 671)</b>
Immobilisations incorporelles	–	–	–	–	<b>–</b>
Immobilisations corporelles	(4 853 864)	674 398	16 309	(276 415)	<b>(4 439 572)</b>
Autres	(57 317)	(33 808)	–	–	<b>(91 125)</b>
<b>Actif (passif) d'impôt différé</b>	<b>(1 724 720)</b>	<b>1 056 874</b>	<b>16 309</b>	<b>(276 415)</b>	<b>(927 952)</b>

Au 30 juin 2022, la Société avait comptabilisé un actif d'impôt différé de 833 478 \$ [2021 – 219 358 \$] liés aux pertes fiscales de l'exercice en cours et des exercices antérieurs. L'actif d'impôt différé est comptabilisé, car la Société estime qu'il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles à l'avenir contre lesquels la perte fiscale reportée pourra être imputée.

Certain actif d'impôt différé n'a pas été constaté à ce stade du développement de la Société, car il n'est pas possible de déterminer si la Société disposera d'un bénéfice imposable pour lequel elle pourra utiliser l'actif d'impôt différé. Aux 30 juin 2022 et 2021, les éléments significatifs des différences temporaires déductibles non comptabilisées nettes de la Société pour lesquelles aucun impôt différé n'a été constaté sont les suivants :

	2022	2021
	\$	\$
Immobilisations corporelles	<b>1 089 245</b>	584 256
Coût de transaction d'émission d'actions	<b>968 047</b>	880 224
Perte autre qu'en capital différées	<b>11 291 109</b>	8 562 825
Pertes en capital	–	140 302
Recherche et développement	<b>675 103</b>	466 619
Autres actifs	<b>379 410</b>	57 657
<b>Total de l'actif d'impôt différé</b>	<b>14 402 914</b>	10 691 883



Au 30 juin 2022, les années d'expiration des pertes d'exploitation pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière sont les suivantes, présentées par juridiction fiscale pour le Canada:

	Fédéral \$	Provincial \$
2042	10 182 607	10 202 574
2041	8 483 347	8 805 348
2040	6 104 836	6 164 808
2039	8 440 699	8 476 540
2038	3 405 607	3 432 346
2037	1 857 329	1 900 170
2036	904 205	904 063
2035	631 373	802 180
2034	238 877	227 392
2033	280 508	280 448
2032	126 289	134 806
2031	56 354	56 354
2030	198 140	198 140
2029	129 776	129 743
2028	62 077	62 042
2027	4 756	2 408
<b>Total</b>	<b>41 106 780</b>	<b>41 779 362</b>

Au 30 juin 2022, la Société avait également 2 310 740 \$ de pertes accumulées en Suisse.

Au 30 juin 2022, la Société avait également néant de pertes en capital nettes qui peuvent être déduites des gains en capital imposables futurs et avait accumulé des crédits d'impôt fédéraux pour la RS&DE non remboursables de 620 238 \$ qui peuvent être utilisés pour réduire les impôts sur le résultat exigibles futurs, et qui commenceront à expirer à partir de 2033.

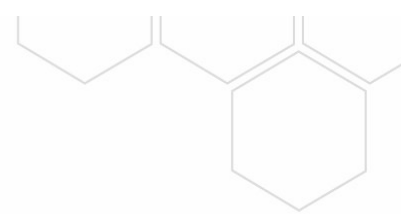
## 18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Martinrea est un actionnaire de la Société ayant une influence notable. Des filiales de Martinrea ont acheté des produits enrichis de graphène et des produits de fabrication d'outillages de la Société au cours de l'exercice du 30 juin 2022 pour un montant de 1 111 065 \$ [2021 – 946 642 \$]. Au 30 juin 2022, un montant de 628 008 \$ dû par Martinrea est inclus dans les créances et actifs sur contrat [2021 – 125 171 \$].

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022, la Société a rendu des services à VoltaXplore pour un montant de 16 069 \$ [2021 – 10 074 \$]. Au 30 juin 2022, un montant de 37 435 \$ est inclus dans les créances et actifs sur contrat [2021 – 69 965 \$].

La rémunération des administrateurs et des principaux dirigeants au cours de l'exercice était la suivante :

	2022 \$	2021 \$
Honoraires de consultation, salaires et rémunérations	1 679 200	1 888 328
Jetons de présence	275 313	204 490
Rémunération fondée sur des actions – membres de la direction	–	72 987
Rémunération fondée sur des actions – membres du Conseil d'administration	130 817	244 134
	<b>2 085 330</b>	<b>2 409 939</b>



Conformément à IAS 24 *Information relative aux parties liées*, les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société directement ou indirectement, y compris les administrateurs (exécutifs et non exécutifs) de la Société.

Les principaux dirigeants sont assujettis à des contrats de travail qui prévoient, en cas de licenciement sans motif, des paiements aux normes du marché correspondant au salaire de base d'une période allant de douze à dix-huit mois. Les engagements minimaux en vertu de ces accords sont d'environ 1 627 000 \$. Ces ententes exigent que des paiements minimaux supplémentaires d'environ 2 145 000 \$ soient effectués lorsque certains événements, comme un changement de contrôle, surviennent. Aucun événement déclencheur n'ayant eu lieu, les paiements conditionnels n'ont pas été reflétés dans ces états financiers consolidés.

## 19. ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à acheter des matières premières de certains fournisseurs d'ici 2 ans pour un montant de 857 114 \$.

Au 30 juin 2022, la Société détenait des contrats de change à terme sur devises pour vendre un minimum de 22,6 millions de dollars américains et un maximum de 32,9 millions de dollars américains, selon le taux de change de ces contrats dérivés. Les taux varient de 1,1804 à 1,3576. Les contrats sont en vigueur jusqu'en avril 2024. Au 30 juin 2022, la valeur comptable des contrats de change à terme sur devises dérivés était incluse dans les Fournisseurs et charges à payer [2021 – Inclus dans les Créances et actifs sur contrat].

## 20. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les expositions aux risques de la Société et leur incidence sur les instruments financiers de celle-ci sont résumées ci-dessous.

### Risque sur la juste valeur

Les IFRS exigent que la Société fournisse des informations sur la juste valeur de ses actifs et passifs financiers. Les estimations de la juste valeur sont faites sur la base d'informations pertinentes sur le marché et d'informations sur l'instrument financier. La Société est exposée à divers risques financiers résultant de ses activités. Ces estimations sont de nature subjective et comportent des incertitudes sur des questions importantes de jugement et ne peuvent donc pas être déterminées avec précision. Des changements d'hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur ces estimations.

La Société classe ses actifs financiers et ses passifs financiers évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'observabilité des données utilisées dans leur évaluation. Les hypothèses et méthodes d'évaluation suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- (i) La juste valeur de ses actifs et passifs financiers à court terme, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres créances, les emprunts bancaires et les fournisseurs et charges à payer et la portion courante du solde du prix d'achat se rapproche de leur valeur comptable en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- (ii) La juste valeur des obligations locatives et de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt actuel pour les instruments ayant des conditions similaires et des échéances futures. La juste valeur des contrats de change à terme est estimée sur la base de la valeur de marché. La Société a classé l'évaluation de la juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données de marché observables.

Les valeurs comptables et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, étaient les suivantes aux 30 juin 2022 et 2021 :

	2022		2021	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 232 068	51 232 068	50 524 583	50 524 583
Comptes clients et autres créances	18 769 274	18 769 274	9 255 253	9 255 253
<b>Juste valeur par le biais du résultat net</b>				
Contrat de change à terme sur dérivés	–	–	466 003	466 003
<b>Total</b>	<b>70 001 342</b>	<b>70 001 342</b>	<b>60 245 839</b>	<b>60 245 839</b>
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>				
Emprunts bancaires	4 648 900	4 648 900	1 343 300	1 343 300
Dettes fournisseurs, charges à payer et portion courante du solde du prix d'achat	13 481 875	13 481 875	11 923 515	11 923 515
Solde du prix d'achat d'acquisition d'entreprises	956 014	956 014	–	–
Obligations locatives	15 232 915	15 232 915	9 574 747	9 574 747
Dette à long terme	9 450 814	9 450 814	11 652 440	11 652 440
Dette à long terme liée à des immeubles détenus en vue de la vente	–	–	1 035 431	1 035 431
<b>Juste valeur par le biais du résultat net</b>				
Contrat de change à terme dérivé	336 995	336 995	–	–
<b>Total</b>	<b>44 107 513</b>	<b>44 107 513</b>	<b>35 529 433</b>	<b>35 529 433</b>

### Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations en vertu d'un contrat et, par conséquent, que cela crée une perte financière pour la Société. La Société a une politique de crédit qui définit les pratiques de crédit courantes. Cette politique exige que tous les nouveaux comptes de clients soient examinés avant d'être approuvés et établit le montant maximum d'exposition au crédit par client. La solvabilité et la santé financière du client sont surveillées en permanence. Au 30 juin 2022, un client représentait 12 % des créances clients [2021 - trois clients représentaient 48 %]. En 2022, deux clients représentaient 46 % des ventes [2021 - quatre clients représentaient 66 %].

La Société établit une provision pour créances douteuses telle que déterminée par la direction en fonction de son évaluation du recouvrement; par conséquent, la valeur comptable des créances et actifs sur contrats représente généralement le risque de crédit maximal. La provision pour créances douteuses, le cass échéant, est incluse dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

La grande partie de la trésorerie de la Société est détenue dans des comptes auprès de banques canadiennes. La direction estime que la concentration du risque de crédit à l'égard de ces instruments financiers est faible.

### Risque de liquidité

L'approche de la Société en matière de gestion du risque de liquidité consiste à s'assurer qu'elle disposera de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations à leur échéance. Les fournisseurs et charges à payer de la Société ont des échéances contractuelles de moins de 60 jours et sont assujettis aux conditions commerciales normales. La dette à long terme a des échéances allant de 1 à 8 ans. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la préservation et la sécurité du capital et maintenir la liquidité.

Au 30 juin 2022, la direction estimait que les fonds disponibles étaient suffisants pour respecter les obligations de la Société et régler les dépenses nettes prévues jusqu'au 30 juin 2023 au moins.

La Société a également fourni un cautionnement et une subordination illimités sur la dette à long terme et les emprunts bancaires de ses filiales.

Le tableau suivant reflète l'échéance contractuelle des passifs financiers de la Société au 30 juin 2022 (paiements en capital et intérêts) :

	Échéance contractuelle					Total
	Valeur comptable	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts bancaires	4 648 900	4 648 900	–	–	–	4 648 900
Dettes fournisseurs, charges à payer et portion courante du solde du prix d'achat	13 481 875	13 481 875	–	–	–	13 481 875
Solde du prix d'achat d'acquisition d'entreprises	956 014	–	1 000 000	–	–	1 000 000
Obligations locatives	15 232 915	3 061 652	6 818 954	3 585 912	3 883 690	17 350 208
Dettes à long terme	9 450 814	3 572 474	3 276 213	2 938 980	754 759	10 542 426
<b>Total</b>	<b>43 770 518</b>	<b>24 764 901</b>	<b>11 095 167</b>	<b>6 524 892</b>	<b>4 638 449</b>	<b>47 023 409</b>

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition aux fluctuations du risque de taux d'intérêt en veillant à ce qu'une partie raisonnable de sa dette à long terme soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses emprunts bancaires et sa dette à long terme, qui portent intérêt à taux variable. Sur la base des soldes impayés au 30 juin 2022, une augmentation (diminution) de 1 % des taux d'intérêt augmenterait (diminuerait) la perte nette consolidée de la Société de 97 424 \$ sur une période de 12 mois.

La plupart des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société ne portent pas intérêt. L'exposition aux variations des revenus d'intérêts est limitée en raison du risque de taux d'intérêt.

Les dettes fournisseurs et charges à payer de la Société ne portent pas intérêt.

### Risque de taux de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux de change.

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant de conclure des opérations de contrats de change à terme. Ce montant couvre en partie les besoins potentiels de la Société au cours des 24 prochains mois. La Société surveillera de manière proactive la nécessité d'utiliser cette facilité selon les conditions du marché.

Les transactions en devises étrangères proviennent de certaines opérations de la Société et de ses filiales libellées en devises étrangères autres que leur monnaie fonctionnelle. Le tableau suivant présente un sommaire de l'exposition de la Société aux devises étrangères exprimée en dollars canadiens au 30 juin 2022 :

	Euro	Dollar US	Total
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 318	1 771 702	1 783 020
Créances	1 094 565	9 622 514	10 717 079
Dettes fournisseurs et charges à payer	(646 371)	(6 132 911)	(6 779 282)
Obligations locatives	–	(51 128)	(51 128)
<b>Total</b>	<b>459 512</b>	<b>5 210 177</b>	<b>5 669 689</b>

Au 30 juin 2021 :

	Euro \$	Dollar US \$	Total \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	589 763	2 598 878	3 188 641
Créances	912 730	3 779 272	4 692 002
Dettes fournisseurs et charges à payer	(213 660)	(3 506 303)	(3 719 963)
Obligations locatives	–	(69 102)	(69 102)
<b>Total</b>	<b>1 288 833</b>	<b>2 802 745</b>	<b>4 091 578</b>

Pour l'exercice clos le 30 juin 2022, une variation de 3 % du dollar canadien par rapport aux autres devises, en supposant que toutes les autres variables étaient demeurées inchangées, aurait entraîné une augmentation ou une diminution nette de 131 506 \$ [2021 – 94 231 \$] aux états consolidés du résultat net et au résultat global de la Société. La Société a couvert son exposition aux fluctuations de change du dollar américain, mais n'applique pas la comptabilité de couverture telle que définie dans IFRS 9.

### Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont d'assurer une liquidité suffisante pour permettre le financement interne des projets d'investissement et la poursuite de ses stratégies de croissance interne combinée à des acquisitions complémentaires, de maintenir une base de capital solide afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et d'offrir un retour sur investissement à long terme à ses actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et procède à des ajustements à la lumière des conditions économiques générales, des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Société, sur approbation de son conseil d'administration, peut émettre ou rembourser une dette à long terme, émettre des actions ou entreprendre d'autres activités jugées appropriées dans certaines circonstances. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les transactions importantes hors du cours normal des affaires, y compris les propositions d'acquisitions ou d'autres investissements ou cessions importants, ainsi que les budgets annuels d'investissement et d'exploitation.

En plus de la dette et des capitaux propres, la Société peut utiliser les contrats de location comme sources supplémentaires de financement. La Société surveille les ratios d'endettement dans le cadre de la gestion des liquidités et du rendement pour les actionnaires et pour soutenir le développement futur de l'entreprise. La Société n'est pas soumise à des exigences de capital imposées par des entités externes et sa stratégie globale en matière de gestion du risque de capital demeure inchangée par rapport à l'exercice précédent.

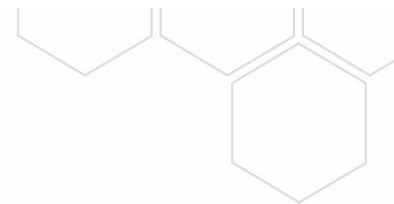
## 21. INFORMATION SECTORIELLE

Le Décideur en chef de l'Exploitation de la Société analyse les informations de la Société dans son ensemble sur une base consolidée uniquement et, à ce titre, la Société a déterminé qu'elle n'a qu'un seul secteur opérationnel. Les revenus sont générés par les activités au Canada, aux États-Unis et en Suisse, et toutes les ventes de produits proviennent de produits de plastique enrichis et de produits de composite.

	2022 \$	2021 \$
<b>Revenus *</b>		
États-Unis	57 850 917	30 722 926
Canada	27 412 217	32 702 121
France	2 954 390	3 578 930
Suisse	2 524 534	2 726 161
Autres	3 565 101	2 618 264
<b>Total</b>	<b>94 307 159</b>	<b>72 348 402</b>

\* Les revenus sont attribués aux pays en fonction de la localisation des clients.





	<b>2022</b>	<b>2021</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Actifs à long terme</b>		
Canada	<b>65 578 421</b>	58 706 799
États-Unis	<b>7 340 391</b>	6 764 928
Suisse	<b>3 206 201</b>	2 436 658
<b>Total</b>	<b>76 125 013</b>	67 908 385

## 22. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 24 août 2022, la Société a acheté une partie importante des actifs de XG Sciences Inc. (« XG ») pour un montant de 3 000 000 \$ US dans le cadre d'une vente réalisée par le créancier garanti principal de XG conformément à l'article 9 de l'adoption par le Michigan du « Uniform Commercial Code ». La Société et le créancier principal ont conclu un accord d'achat d'actifs en vertu duquel la Société acquiert, entre autres, la plate-forme de fraisage mécanique de XG, le laboratoire de recherche et développement et tous les brevets et marques déposées délivrés et en attente.